

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 1705

[C — 2003/00339]

29 AVRIL 2003. — Arrêté ministériel désignant les bureaux de vote dans lesquels les électeurs ayant leur domicile électoral dans les communes de Fourons et de Comines-Warneton ont la faculté de voter pour les élections des Chambres législatives fédérales du 18 mai 2003, respectivement à Aubel et à Heuvelland

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'article 89bis du Code électoral, inséré par la loi du 9 août 1988 et modifié par la loi du 30 juillet 1991 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'eu égard à la proximité des élections des Chambres législatives fédérales fixées au dimanche 18 mai 2003, il est indiqué, dans les plus brefs délais, de désigner les bureaux de vote où les électeurs de Fourons et de Comines-Warneton auront la faculté d'exprimer leur suffrage, pour les élections de la Chambre des représentants et du Sénat, respectivement à Aubel et à Heuvelland,

Arrête :

Article 1^{er}. Les électeurs pour les élections des Chambres législatives fédérales inscrits sur la liste des électeurs de la commune de Fourons ont la faculté de voter pour ces élections dans la commune d'Aubel dans les bureaux suivants :

— bureau de vote n° 5 : les électeurs dont le numéro est compris entre 1 et 1300 inclusivement ;

— bureau de vote n° 6 : les électeurs dont le numéro est supérieur à 1300 ainsi que les électeurs qui ont été inscrits après que la liste a été dressée.

Ces bureaux de vote sont situés à l'adresse suivante : Hall Omnisports, ruelle de la Kan 1, Aubel

Art. 2. Les électeurs pour les élections des Chambres législatives fédérales inscrits sur la liste des électeurs de la commune de Comines-Warneton ont la faculté de voter pour ces élections, dans la commune de Heuvelland dans le bureau n° 14, salle « De Walvis », Hooghofstraat 2/A, à Wulvergem.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 avril 2003.

A. DUQUESNE.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 1705

[C — 2003/00339]

29 APRIL 2003. — Ministerieel besluit tot aanduiding, respectievelijk in Aubel en Heuvelland, van de stembureaus waarin de kiezers, met kieswoningplaats in de gemeenten Voeren en Komen-Waasten, de mogelijkheid hebben om te stemmen voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers van 18 mei 2003

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op artikel 89bis van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 1991 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat het, gelet op de nabijheid van de verkiezing voor de federale Wetgevende Kamers van zondag 18 mei 2003, aangewezen is zo spoedig mogelijk de stembureaus aan te duiden waar de kiezers van Voeren en Komen-Waasten hun stem respectievelijk in Aubel en Heuvelland kunnen uitbrengen voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat,

Besluit :

Artikel 1. De kiezers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de gemeente Voeren, hebben voor die verkiezingen, de mogelijkheid in de gemeente Aubel te stemmen in de volgende bureaus :

— stembureau nr. 5 : de kiezers met een nummer dat begrepen is tussen 1 en 1300;

— stembureau nr. 6 : de kiezers met een nummer dat hoger is dan 1300, alsmede de kiezers die ingeschreven werden na het opmaken van de lijst.

Deze bureaus zijn op het volgende adres gelegen : Hall Omnisports, ruelle de la Kan 1, Aubel

Art. 2. De kiezers voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de gemeente Komen-Waasten, hebben voor die verkiezingen, de mogelijkheid in de gemeente Heuvelland te stemmen in het bureau nr. 14, zaal « De Walvis », Hooghofstraat 2/A, Wulvergem.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 29 april 2003.

A. DUQUESNE.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 1706

[C — 2003/11117]

24 MARS 2003. — Loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les lois des 6 juillet 1992, 11 décembre 1998 et 7 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le prêteur : toute personne physique ou morale ou tout groupement de ces personnes qui consent un crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles, à l'exception de la personne ou de tout groupement de personnes qui offre ou conclut une vente à tempérament ou un crédit-bail lorsque ce contrat fait l'objet d'une

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 1706

[C — 2003/11117]

24 MAART 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1992, 11 december 1998 en 7 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de kredietgever : elke natuurlijke persoon, elke rechtspersoon of elke groep van dergelijke personen, die een krediet toestaat binnen het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten, met uitzondering van de persoon of van elke groep van personen die een verkoop op afbetaling of een financieringshuur aanbiedt of sluit wanneer deze overeenkomst

cession ou d'une subrogation immédiate au profit d'un prêteur agréé désigné dans le contrat; »;

2° le 3° est complété par l'alinéa suivant :

« Est assimilé à un intermédiaire de crédit, la personne qui offre ou consent une vente à tempérament ou un crédit-bail lorsque ce contrat ou la créance résultant de ce contrat fait l'objet d'une cession ou d'une subrogation immédiate au profit d'un prêteur agréé désigné dans le contrat; »;

3° le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° le taux débiteur : le taux d'intérêt, calculé selon la méthode actuarielle, exprimé en pourcentage annuel ou périodique, qui est appliqué sur la partie du capital qui a été prélevée et qui est calculé sur la base des éléments indiqués par le Roi et selon le mode qu'il détermine; »;

4° dans le 9° les mots «, vendus par le prêteur ou l'intermédiaire de crédit, visé à l'article 1^{er}, 3°, alinéa 2, » sont insérés entre les mots « prestation de services » et les mots « et dont le prix »;

5° le 12° est remplacé par la disposition suivante :

« 12° l'ouverture de crédit : tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, aux termes duquel un pouvoir d'achat, une somme d'argent ou tout autre moyen de paiement est mis à la disposition du consommateur, qui peut l'utiliser en faisant un ou plusieurs prélèvements de crédit notamment à l'aide d'une carte de paiement ou de légitimation ou d'une autre manière, et qui s'engage à rembourser selon les conditions convenues; »;

6° un 12° bis rédigé comme suit, est inséré :

« 12° bis le contrat de crédit à distance : tout contrat de crédit conclu conformément à l'article 77 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, remplacé par la loi du 25 mai 1999; »;

6° bis. au 18°, deuxième tiret, les mots « contractuels échus » sont remplacés par les mots « débiteurs échus et, en cas de simple retard de paiement tel que visé à l'article 27 bis, § 2, des intérêts de retard échus sur le montant en dépassement »;

7° un 21° et un 22° rédigés comme suit, sont ajoutés :

« 21° jours ouvrables : l'ensemble des jours calendrier, à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

22° le Ministre et le Ministre des Affaires économiques : le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions. ».

Art. 3. L'article 2, 2°, premier tiret, de la même loi est complété par les mots « ou que ».

Art. 4. A l'article 3 de la même loi, modifié par les lois des 4 août 1992 et 11 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les contrats d'assurance;

les contrats conclus en vue de la prestation continue de services, aux termes desquels le consommateur a le droit de régler le prix desdits services, aussi longtemps qu'ils sont fournis, par des paiements échelonnés, et dont il est impossible de déterminer un prix global ou un tarif global lors de la conclusion du contrat; »;

2° a) le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les contrats de crédit portant sur des montants inférieurs à 200 euros sont exclus du champ d'application de la présente loi à l'exception des dispositions des articles 2, 4 à 11, 13, 21, 27 bis à 40, 47 et 48, 54 et 55, 57, 59 et 60, 62 à 67, 74 à 109. »;

b) après l'alinéa 1^{er} du § 2, il est inséré une nouvelle disposition, qui devient l'alinéa 2, rédigée comme suit :

« Les contrats de crédit constatés par un acte authentique et qui portent sur des montants supérieurs à 20.000 euros ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi à l'exception des dispositions des articles 2, 4 à 11, 13, 14, § 3, 1° à 6°, 10° et 11°, et des articles 15, 21, 27 bis à 40, 47 et 48, 54 et 55, 57, 59 et 60, 62 à 109. ».

Art. 5. A l'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} les mots « mentionner d'une manière lisible, apparente et non équivoque » sont remplacés par les mots « contenir d'une manière non équivoque, lisible et apparente ou, le cas échéant, audible »;

het voorwerp uitmaakt van een onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling ten gunste van een erkende kredietgever aangewezen in de overeenkomst; »;

2° het 3° wordt aangevuld met het volgende lid :

« Met een kredietbemiddelaar wordt gelijkgesteld, de persoon die een verkoop op afbetaling of een financieringshuur aanbiedt of toestaat wanneer deze overeenkomst of de schuldvordering uit de kredietovereenkomst het voorwerp uitmaakt van een onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling ten gunste van een erkende kredietgever aangewezen in de overeenkomst; »;

3° het 8° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° de debetrentevoet : de rentevoet, berekend volgens de actuariële methode, uitgedrukt in een jaarlijks of periodiek percentage, die wordt toegepast op het gedeelte van het kapitaal dat is opgenomen en die wordt berekend aan de hand van de elementen die de Koning aanduidt en op de wijze die Hij bepaalt; »;

4° in het 9° worden tussen de woorden « levering van diensten » en de woorden « en waarvan de prijs » de woorden «, verkocht door de kredietgever of de kredietbemiddelaar bedoeld in artikel 1, 3°, tweede lid, » ingevoegd;

5° het 12° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 12° de kredietopening : elke kredietovereenkomst, ongeacht de benaming of de vorm, waarbij koopkracht, geld of gelijk welk ander betaalmiddel ter beschikking wordt gesteld van de consument, die ervan gebruik kan maken door een of meerdere kredietopnemingen te verrichten onder meer met behulp van een betaal- of legitimatiekaart of op een andere wijze, en die zich ertoe verbindt terug te betalen volgens de overeengekomen voorwaarden; »;

6° een 12° bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 12° bis de kredietovereenkomst op afstand : elke kredietovereenkomst gesloten overeenkomstig artikel 77 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument, vervangen bij de wet van 25 mei 1999; »;

6° bis. — in het 18°, tweede streepje, worden de woorden « vervallen contractuele intresten » vervangen door de woorden « vervallen debetintresten en, in het geval van eenvoudige betalingsachterstand zoals bedoeld in artikel 27 bis, § 2, vervallen nalatigheidsinteressen op het bedrag van de overschrijding »;

7° een 21° en een 22° worden toegevoegd, luidend als volgt :

« 21° werkdagen : het geheel van alle kalenderdagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Als een termijn, uitgedrukt in werkdagen op een zaterdag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag;

22° de minister en de Minister van Economische Zaken : de Minister bevoegd voor Economische Zaken. ».

Art. 3. Artikel 2, 2°, eerste streepje, van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden « of dat ».

Art. 4. In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1992 en 11 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de verzekeringsovereenkomsten;

de overeenkomsten gesloten met het oog op het continu verlenen van diensten waarbij de consument het recht heeft om de prijs van deze diensten, zolang zij geleverd worden, te regelen via gespreide betalingen, en waarvan het onmogelijk is bij het sluiten van de overeenkomst een totale prijs of een totaal tarief vast te stellen; »;

2° a) § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De kredietovereenkomsten die betrekking hebben op bedragen van minder dan 200 euro worden van het toepassingsgebied van deze wet uitgesloten, met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 2, 4 tot 11, 13, 21, 27 bis tot 40, 47 en 48, 54 en 55, 57, 59 en 60, 62 tot 67, 74 tot 109. »;

b) na het eerste lid van § 2 wordt een nieuwe bepaling ingevoegd, die het tweede lid wordt en luidt als volgt :

« De kredietovereenkomsten vastgesteld bij een authentieke akte die betrekking hebben op bedragen van meer dan 20 000 euro, zijn niet aan de bepalingen van deze wet onderworpen, met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 2, 4 tot 11, 13, 14, § 3, 1° à 6°, 10° et 11°, en van de artikelen 15, 21, 27 bis tot 40, 47 en 48, 54 en 55, 57, 59 en 60, 62 tot 109. ».

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « op een leesbare, goed zichtbare en ondubbelzinnige wijze vermelden » vervangen door de woorden « op een ondubbelzinnige, leesbare en goed zichtbare of, in voorkomend geval, hoorbare wijze bevatten »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Toute publicité qui indique le taux d'intérêt ou tout autre chiffre portant sur le coût du crédit ne peut se faire que moyennant la mention, de manière non équivoque, lisible et apparente ou audible, du taux annuel effectif global. Si la publicité indique un taux annuel effectif global préférentiel elle doit également en indiquer les conditions et mentionner le taux annuel effectif global de base. Lorsque l'indication du taux annuel effectif global précis n'est pas possible, la publicité doit mentionner le taux annuel effectif global au moyen d'un exemple représentatif.

Le Roi fixe ce qu'il convient d'entendre par exemple représentatif ainsi que les cas où ce dernier doit être utilisé. »;

3° l'article est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Sans préjudice de l'application des paragraphes précédents et des articles 6 et 6bis, le prêteur et l'intermédiaire de crédit doivent mettre à la disposition des consommateurs une information sous forme de prospectus qui doit contenir les données financières relatives aux contrats de crédit offerts, notamment le montant et la durée du crédit, le taux annuel effectif global, le cas échéant le taux débiteur et les frais récurrents et non récurrents, et les modalités de paiement.

Le Roi fixe les données financières à mentionner dans le prospectus. ».

Art. 6. A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

« 1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les trois tirets suivants sont insérés après les mots « contrat de crédit » :

– qui incite le consommateur, dans l'impossibilité de faire face à ses dettes, à recourir au crédit;

– qui met abusivement en valeur la facilité ou la rapidité avec lesquelles le crédit peut être obtenu;

– qui incite abusivement au regroupement ou à la centralisation des crédits en cours; »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « lisible apparente et non équivoque » sont remplacés par les mots « non équivoque, lisible et apparente ou, le cas échéant, audible ».

Art. 7. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 6bis. Lorsqu'une publicité pour un contrat de crédit mentionne le bien ou le service financé et un taux annuel effectif global égal à 0 %, elle doit indiquer les avantages qui, le cas échéant, sont accordés au consommateur qui paie au comptant.

Le prix du bien ou de la prestation de service financé demandé au consommateur qui paie à crédit doit être égal à celui demandé au consommateur qui paie au comptant. »

Art. 8. L'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le prêteur et l'intermédiaire de crédit sont tenus de demander au consommateur sollicitant un contrat de crédit, ainsi que, le cas échéant, aux personnes qui constituent une sûreté personnelle, les renseignements exacts et complets qu'ils jugent nécessaires afin d'apprécier leur situation financière et leurs facultés de remboursement et, en tout état de cause, leurs engagements financiers en cours. Le consommateur et la personne qui constitue une sûreté personnelle sont tenus d'y répondre de manière exacte et complète. ».

Art. 9. L'article 11, 2°, de la même loi est complété par les mots : « et du but du crédit ».

Art. 10. A l'article 12 de la même loi, les mots « maître du fichier qu'il a consulté et auquel le consommateur peut s'adresser conformément à l'article 70 » sont remplacés par les mots « responsable du traitement des fichiers qu'il a consultés y compris le cas échéant, l'identité ainsi que l'adresse de l'assureur de crédit consulté, et auquel le consommateur peut s'adresser conformément à l'article 70 ».

Art. 11. Au chapitre III, section première, dans l'intitulé de la sous-section 2, de la même loi, les mots « De l'offre de crédit » sont remplacés par les mots « Du contrat de crédit ».

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« Geen reclame waarin een rentevoet of elk ander cijfer met betrekking tot de kredietkosten wordt genoemd kan worden gemaakt dan door middel van de vermelding, op een ondubbelzinnige, goed zichtbare, leesbare of hoorbare wijze van het jaarlijkse kostenpercentage. Indien de reclame een jaarlijks kostenpercentage aangeeft dat bij voorkeur wordt toegepast, moet zij eveneens de voorwaarden ervan aangeven en het basis jaarlijkse kostenpercentage vermelden. Indien de aanduiding van het juiste jaarlijkse kostenpercentage niet mogelijk is, moet de reclame het jaarlijkse kostenpercentage vermelden aan de hand van een representatief voorbeeld.

De Koning bepaalt wat onder representatief voorbeeld moet worden verstaan en in welke gevallen dat voorbeeld moet aangewend worden. »;

3° het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. Onverminderd de toepassing van de voorgaande paragrafen en van de artikelen 6 en 6bis moeten de kredietgever en de kredietbemiddelaar aan de consument inlichtingen ter beschikking stellen onder de vorm van een prospectus die de financiële gegevens met betrekking tot de aangeboden kredietovereenkomsten moet bevatten, waaronder het bedrag en de looptijd van het krediet, het jaarlijkse kostenpercentage, in voorkomend geval de debetrentevoet en de terugkerende en niet-terugkerende kosten, en de betalingsregeling.

De Koning bepaalt de financiële gegevens die in de prospectus dienen vermeld te worden. ».

Art. 6. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

«1° in § 1, eerste lid, worden de volgende drie streepjes ingevoegd na het woord « kredietovereenkomst » :

– die de consument, die het hoofd niet kan bieden aan zijn schulden, aanzet tot het opnemen van krediet;

– die op onrechtmatige wijze het gemak of de snelheid benadrukt waarmee het krediet kan worden verkregen;

– die op onrechtmatige wijze aanspoort tot hergroepering of centralisatie van lopende kredieten;»;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « leesbaar, goed zichtbaar en ondubbelzinnig » vervangen door de woorden « ondubbelzinnig, leesbaar en goed zichtbaar of, in voorkomend geval, hoorbaar ».

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidende :

« Art. 6bis. Wanneer een reclame voor een kredietovereenkomst het gefinancierde goed of de dienst vermeldt en een jaarlijkse kostenpercentage dat gelijk is aan 0 %, dan moet die reclame de voordelen vermelden die, in voorkomend geval, worden toegekend aan de consument die contant betaalt.

De prijs van het goed of de dienstprestatie gevraagd aan de consument die op krediet betaalt moet gelijk zijn aan de prijs gevraagd aan de consument die contant betaalt. »

Art. 8. Artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De kredietgever en de kredietbemiddelaar moeten aan de consument die om een kredietovereenkomst verzoekt en, in voorkomend geval, de steller van een persoonlijke zekerheid, de juiste en volledige informatie vragen die zij noodzakelijk achten om hun financiële toestand en hun terugbetalingsmogelijkheden te beoordelen en, in ieder geval, hun lopende financiële verbintenissen. De consument en de steller van een persoonlijke zekerheid zijn ertoe gehouden daarop juist en volledig te antwoorden. ».

Art. 9. Artikel 11, 2°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden : « en met het doel van het krediet ».

Art. 10. In artikel 12 van dezelfde wet worden de woorden « houder van het bestand dat hij heeft geraadpleegd en tot wie de consument zich kan wenden overeenkomstig artikel 70 » vervangen door de woorden « verantwoordelijke voor de verwerking van de bestanden die hij heeft geraadpleegd met inbegrip van, in voorkomend geval, de identiteit en het adres van de geraadpleegde kredietverzekeraar, en tot wie de consument zich kan wenden overeenkomstig artikel 70 ».

Art. 11. In hoofdstuk III, afdeling 1, wordt in het opschrift van onderafdeling 2, van dezelfde wet, het woord « Kredietaanbod » vervangen door het woord « Kredietovereenkomst ».

Art. 12. A l'article 14 de la même loi, modifié par les lois des 7 janvier 2001 et 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 45, § 2 de la présente loi, le contrat de crédit est conclu par la signature d'un écrit établi en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct au contrat de crédit. Un exemplaire supplémentaire doit être remis à l'intermédiaire de crédit.

Toute forme de signature par le prêteur est autorisée pour autant qu'elle permette au consommateur d'identifier clairement, au moment de la remise du contrat de crédit, le prêteur qui s'est engagé.

Pour une ouverture de crédit, le consommateur doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite du montant du crédit : « Lu et approuvé pour ... euros à crédit. ». Pour tous les autres contrats de crédit, le consommateur doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite de la somme à rembourser : « Lu et approuvé pour ... euros à rembourser. ». Dans les deux cas, le consommateur doit y apporter également la mention manuscrite de la date et de l'adresse précise de la signature du contrat. »;

2° le § 2 est abrogé;

3° au § 3 ancien, devenu le § 2, *in limine*, les mots « L'offre mentionne » sont remplacés par les mots « Le contrat de crédit mentionne »;

4° le § 3, 4°, ancien, devenu le § 2, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° le montant du crédit; »;

5° le § 3, 13°, ancien, devenu le § 2, 13°, est remplacé par la disposition suivante :

« 13° selon le contrat de crédit, le texte de l'article 18 ou de l'article 20bis, alinéa 2. »;

6° le § 3 ancien, devenu le § 2, est complété par les alinéas suivants :

« En cas de remboursement par amortissement du capital, le contrat de crédit doit déterminer les remboursements périodiques ainsi que les époques et conditions auxquelles doivent être payés ces montants. Sauf pour l'ouverture de crédit, le contrat de crédit doit également comporter un tableau d'amortissement mentionnant la décomposition de chaque remboursement périodique en capital amortissant et en coût total du crédit ainsi que l'indication du solde restant dû après chaque paiement.

En cas d'adaptation du taux annuel effectif global conformément à l'article 30, § 2, un nouveau tableau d'amortissement doit être remis gratuitement au consommateur.

En cas de remboursement sans amortissement du capital, le contrat de crédit doit mentionner les époques et les conditions de paiement des intérêts débiteurs et frais annexes.

Le taux annuel effectif global doit être calculé sur le solde restant dû. Dans le cas d'une ouverture de crédit, le taux débiteur, et le cas échéant les frais annexes, doivent être calculés sur la partie du capital qui a été prélevée. »;

7° le § 4, ancien, devenu le § 3, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le contrat de crédit comprend également sous la forme d'alinéas séparés et en caractères gras d'un type différent :

1° à la hauteur de l'endroit où le consommateur appose sa signature, les mentions :

a) « Ne signez jamais un contrat non rempli. »;

b) « L'assurance n'est jamais obligatoire. Conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, le preneur d'assurance a le droit de résilier le contrat, avec effet immédiat au moment de la notification, pendant un délai de trente jours à compter de la réception par l'assureur de la police présignée ou de la demande. »;

2° la mention : « Le consommateur ne peut signer ni lettres de change ni billets à ordre pour promettre ou garantir le paiement de ses engagements résultant du contrat de crédit. Il ne peut pas non plus signer de chèques pour garantir ses engagements nés d'un contrat de crédit. »;

Art. 12. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 7 januari 2001 en 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 45, § 2, van deze wet, komt de kredietovereenkomst tot stand door de ondertekening van een geschrift, opgesteld in zoveel exemplaren als er partijen met een onderscheiden belang bij de kredietovereenkomst zijn. Een bijkomend exemplaar moet worden overhandigd aan de kredietbemiddelaar.

Elke vorm van handtekening door de kredietgever is geoorloofd voor zover de consument op het ogenblik van de overhandiging van de kredietovereenkomst duidelijk de kredietgever kan identificeren die zich verbonden heeft.

Bij een kredietopening moet de consument zijn handtekening laten voorafgaan door de geschreven vermelding van het kredietbedrag : « Gelezen en goedgekeurd voor ... euro op krediet. ». Bij alle overige kredietovereenkomsten moet de consument zijn handtekening laten voorafgaan door de geschreven vermelding van de terug te betalen som : « Gelezen en goedgekeurd voor ... euro terug te betalen. ». In beide gevallen moet de consument er de met de hand geschreven vermelding van de datum en van het precieze adres van de ondertekening van het contract op aanbrengen. »;

2° § 2 wordt opgeheven;

3° in de vroegere § 3, die § 2 is geworden, *in limine*, worden de woorden « Het aanbod vermeldt » vervangen door de woorden « De kredietovereenkomst vermeldt »;

4° het vroegere § 3, 4°, dat § 2, 4° is geworden, wordt vervangen als volgt :

« 4° het kredietbedrag; »;

5° het vroegere § 3, 13°, dat § 2, 13° is geworden, wordt vervangen als volgt :

« 13° naar gelang de kredietovereenkomst, de tekst van artikel 18 of van artikel 20bis, tweede lid. »;

6° de vroegere § 3, die § 2 is geworden, wordt aangevuld met de volgende leden :

« In geval van terugbetaling door aflossing van het kapitaal moet de kredietovereenkomst de periodieke terugbetalingen evenals de tijdstippen bepalen waarop en de voorwaarden waaronder deze bedragen moeten betaald worden. Behalve voor de kredietopening moet de kredietovereenkomst eveneens een aflossingstabel bevatten die voor elke periodieke terugbetaling het bedrag van het afgeloste kapitaal en van de totale kosten van het krediet vermeldt, alsmede het verschuldigd blijvende saldo na iedere betaling.

In geval van aanpassing van het jaarlijkse kostenpercentage overeenkomstig artikel 30, § 2, moet een nieuwe aflossingstabel gratis aan de consument worden overhandigd.

Bij terugbetaling zonder aflossing van het kapitaal moet de kredietovereenkomst de tijdstippen en de voorwaarden van betaling van de debetinteressen en toegevoegde kosten vermelden.

Het jaarlijkse kostenpercentage moet berekend worden op het verschuldigd blijvend saldo. In het geval van een kredietopening moeten de debetrentevoet en in voorkomend geval, de bijkomende kosten, berekend worden op het gedeelte van het kapitaal dat opgenomen is. »;

7° de vroegere § 4, die § 3 is geworden, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De kredietovereenkomst bevat eveneens in de vorm van afzonderlijke leden, in dikke lettertekens en in een ander lettertype :

1° ter hoogte van de plaats waar de consument zijn handtekening plaatst, de vermeldingen :

a) « Onderteken nooit een blanco overeenkomst. »;

b) « De verzekering is nooit verplicht. Overeenkomstig artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst heeft de verzekeringnemer het recht de overeenkomst op te zeggen, met onmiddellijk gevolg op het ogenblik van de kennisgeving, binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst door de verzekeraar van de voorafgetekende polis of aanvraag. »;

2° de vermelding : « De consument mag geen wisselbrieven of orderbriefjes ondertekenen om de betaling te beloven of te waarborgen van zijn verbintenissen op grond van een kredietovereenkomst. Evenmin mag hij cheques uitschrijven ter waarborg van zijn verbintenissen op grond van een kredietovereenkomst. »;

3° la mention : « Outre le taux annuel effectif global convenu, il ne peut être exigé du consommateur d'autres frais ou indemnités que ceux qui ont été expressément convenus. »;

4° la mention : « Si le contrat de crédit contient une clause de réserve de propriété, il doit reproduire le texte de l'article 491 du Code pénal. Si ce texte n'est pas reproduit dans le contrat, la clause est réputée non écrite. »;

8° le § 5 ancien devient le § 4;

9° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsque le contrat de crédit mentionne le bien ou la prestation de service financé et lorsque le taux annuel effectif global convenu est égal à 0 %, il doit indiquer les avantages qui, le cas échéant, sont accordés au consommateur qui paie au comptant.

Le prix du bien ou du service, demandé au consommateur qui paie à crédit doit être égal à celui demandé au consommateur qui paie au comptant. »;

10° le § 4bis, inséré par la loi du 7 janvier 2001, est abrogé;

11° il est ajouté un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Lorsque le consommateur fait usage de son droit de résiliation du contrat d'assurance, visé au § 3, 1°, b) et que les frais y relatifs sont inclus dans le coût total du crédit, le prêteur informe le consommateur, par écrit et sans délai, du nouveau taux annuel effectif global, du nouveau taux d'intérêt de retard et le cas échéant, du nouveau tableau d'amortissement qui en résultent. ».

Art. 13. L'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 10 août 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Le prêteur ne peut conclure de contrat de crédit que si, compte tenu des informations dont il dispose ou devrait disposer, notamment sur la base de la consultation organisée par l'article 9 de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des crédits aux particuliers, et sur la base des renseignements visés à l'article 10, il doit raisonnablement estimer que le consommateur sera à même de respecter les obligations découlant du contrat. ».

Art. 14. A l'article 16 de la même loi les mots « Tant que l'offre n'est pas acceptée » sont remplacés par les mots « Tant que le contrat de crédit n'a pas été signé par toutes les parties ».

Art. 15. Au chapitre III, section première, l'intitulé « sous-Section 3 — De la conclusion et de la forme du contrat de crédit » est abrogé.

Art. 16. L'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 30 octobre 1998 et par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. — Le prêteur ne peut conclure de contrat de crédit, ou de contrat de sûreté personnelle qu'après vérification des données d'identification sur base et selon le cas :

— de la carte d'identité visée à l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

— du titre de séjour délivré au moment de l'inscription au registre d'attente visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 19 juillet 1991 précitée;

— de la carte d'identité, du passeport ou du titre de voyage en tenant lieu, délivré à un étranger ne séjournant pas dans le Royaume, par l'Etat où il réside ou dont il est ressortissant.

Le Roi peut modifier les dispositions du présent article afin de les rendre conformes aux lois modifiant les textes y énumérés. ».

Art. 17. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1^{er}. Le consommateur a le droit de renoncer au contrat de crédit pendant un délai de sept jours ouvrables à dater du premier jour ouvrable suivant la signature du contrat. Ce droit ne s'applique pas à la vente à tempérament, au crédit-bail et au prêt à tempérament, pour autant que le montant du crédit de ces contrats soit inférieur à 1.250 euros.

Le Roi peut augmenter ce montant de crédit.

3° de vermelding : « Boven het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage mogen geen andere kosten of vergoedingen van de consument worden geëist dan die welke uitdrukkelijk zijn overeengekomen. »;

4° de vermelding : « Indien de kredietovereenkomst een beding van eigendomsvoorbehoud bevat, moet de tekst van artikel 491 van het Strafwetboek erin voorkomen. Indien deze tekst niet in de overeenkomst opgenomen werd, wordt het beding voor niet geschreven gehouden. »;

8° de vroegere § 5 wordt § 4;

9° een § 5 wordt toegevoegd luidende als volgt :

« § 5. Wanneer de kredietovereenkomst een gefinancierd goed of dienstprestatie vermeldt en wanneer het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage gelijk is aan 0 %, dan moet de overeenkomst de voordelen aanduiden die, in voorkomend geval, worden toegekend aan de consument die contant betaalt.

De prijs van het goed of de dienst, gevraagd aan de consument die op krediet betaalt, moet gelijk zijn aan de prijs gevraagd aan de consument die contant betaalt. »;

10° de § 4bis, ingevoegd bij de wet van 7 januari 2001, wordt opgeheven;

11° een § 6 toevoegen, luidende :

« § 6. Wanneer de consument gebruik maakt van zijn opzeggingsrecht van de verzekeringsovereenkomst, bedoeld bij § 3, 1°, b), en de kosten ervan opgenomen werden in de totale kosten van het krediet, brengt de kredietgever de consument schriftelijk en onverwijld op de hoogte van het nieuwe jaarlijkse kostenpercentage, van de nieuwe nalatigheidsintrestvoet en, in voorkomend geval, van het nieuwe aflossingsplan die er uit voortvloeien. ».

Art. 13. Artikel 15 van dezelfde wet gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. De kredietgever mag slechts een kredietovereenkomst sluiten wanneer hij, gelet op de gegevens waarover hij beschikt of zou moeten beschikken, onder meer op basis van de raadpleging geregeld door artikel 9 van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor kredieten aan particulieren, en op basis van de informatie bedoeld in artikel 10, redelijkerwijze moet aannemen dat de consument in staat zal zijn de verplichtingen voortvloeiend uit de overeenkomst, na te komen. ».

Art. 14. In artikel 16 van dezelfde wet worden de woorden « Zolang het aanbod niet is aanvaard » vervangen door de woorden « Zolang de kredietovereenkomst niet door alle partijen is ondertekend ».

Art. 15. In hoofdstuk III, afdeling 1, wordt het opschrift « Onderafdeling 3 — Totstandkoming en vorm van de kredietovereenkomst » opgeheven.

Art. 16. Artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 oktober 1998 en bij koninklijk besluit van 13 juli 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. — De kredietgever mag slechts een kredietovereenkomst of een overeenkomst tot persoonlijke zekerheid sluiten na onderzoek van de identiteitsgegevens op basis van, al naargelang het geval :

— de identiteitskaart bedoeld in artikel 6 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

— de verblijfsvergunning uitgereikt op het tijdstip van de inschrijving in het wachtregister bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, van de hierboven vermelde wet van 19 juli 1991;

— de identiteitskaart, het paspoort of de vervangende reisvergunning, uitgereikt aan een vreemdeling die geen verblijf houdt in het Rijk, door de Staat waar hij verblijft of waarvan hij onderdaan is.

De Koning kan de bepalingen van dit artikel wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de wetten die de erin opgesomde teksten wijzigen. ».

Art. 17. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. De consument heeft het recht om van de kredietovereenkomst af te zien binnen een termijn van zeven werkdagen te rekenen vanaf de eerste werkdag volgend op de ondertekening van de overeenkomst. Dit recht is niet van toepassing op de verkoop op afbetaling, de financieringshuur en de lening op afbetaling, voor zover het kredietbedrag van deze overeenkomsten lager is dan 1.250 euro.

De Koning kan dit kredietbedrag verhogen.

§ 2. Le consommateur a également le droit de renoncer au contrat de crédit pendant un délai de sept jours ouvrables à dater du premier jour ouvrable suivant la signature du contrat, lorsque le contrat a été conclu en présence des deux parties en dehors de l'entreprise du prêteur ou de l'intermédiaire de crédit.

§ 3. Lorsque le consommateur renonce au contrat de crédit, il notifie sa décision par lettre recommandée à la poste au prêteur.

Le consommateur qui fait usage de la faculté visée aux paragraphes 1^{er} et 2, est tenu de restituer simultanément les sommes ou les biens qu'il a reçus, et de payer les intérêts dus pour la période de prélèvement de crédit, calculés suivant le taux annuel effectif global convenu.

Aucune autre indemnité ne peut être réclamée du fait de la renonciation par le consommateur et l'acompte payé dans le cadre d'une vente à tempérament lui est remboursé dans les trente jours suivant ladite renonciation.

La résolution du contrat de crédit entraîne la résolution de plein droit des contrats annexes.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas au contrat de crédit à distance visé à l'article 20bis, alinéa 1^{er}.

Art. 18. Dans l'article 20 de la même loi le premier et le deuxième alinéa sont remplacés par la disposition suivante :

« Chaque fois que le paiement d'un prix sera acquitté, en tout ou en partie, à l'aide d'un contrat de crédit pour lequel le vendeur ou le prestataire de services intervient à titre de prêteur ou d'intermédiaire de crédit en vue de la conclusion de ce contrat de crédit, aucun engagement ne peut valablement être contracté par le consommateur à l'égard du vendeur ou du prestataire de services, ni aucun paiement fait de l'un à l'autre, tant que le consommateur n'a pas signé le contrat de crédit. ».

Art. 19. Il est inséré au chapitre III, section 1^{re}, sous-section 5, de la même loi, un nouvel article 20bis, rédigé comme suit :

« Art. 20bis. — Lorsque le contrat de crédit à distance mentionne le bien financé, vendu à distance, ou que le montant du crédit ou le montant prélevé est versé directement par le prêteur au vendeur à distance, la livraison du bien peut avoir lieu, par dérogation aux articles 16 et 20, alinéa 1^{er}, avant la signature du contrat de crédit par le consommateur et pour autant que ce dernier dispose du contrat de crédit au moment de la livraison.

Sans préjudice de l'article 45, § 2, le contrat de crédit à distance visé à l'alinéa 1^{er} n'est parfait, qu'à l'expiration du délai de réflexion, applicable à la vente à distance, visé par la législation sur les pratiques du commerce et pour autant que le consommateur n'ait pas exercé son droit de renonciation. Pendant ce délai de réflexion, le consommateur a également le droit de notifier au prêteur qu'il renonce au contrat de crédit.

Par dérogation à l'article 45, § 1^{er}, il ne peut être exigé d'acompte avant l'expiration du délai de réflexion, visé à l'alinéa précédent. Le consommateur qui ne renonce pas à l'opération doit payer l'acompte au plus tard dans les sept jours ouvrables suivant l'expiration du délai de réflexion. ».

Art. 20. A l'article 21 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Roi détermine la méthode de fixation et le cas échéant d'adaptation des taux annuels effectifs globaux maxima et fixe le taux annuel effectif global maximum en fonction du type, du montant et éventuellement, de la durée du crédit. »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le calcul du taux annuel effectif global, visé à l'article 1^{er}, 6°, nécessite l'utilisation d'hypothèses, le Roi peut également fixer conformément aux dispositions visées au § 1^{er}, le coût maximum du crédit, à savoir notamment le taux débiteur maximum, et le cas échéant, les frais récurrents maxima et les frais non récurrents maxima liés à l'ouverture de crédit. »;

3° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Toute baisse du taux annuel effectif global maximum et, le cas échéant, du coût maximum du crédit est d'application immédiate aux contrats de crédit en cours qui prévoient, dans les limites de la présente loi, la variabilité du taux annuel effectif global ou du taux débiteur. »

§ 2. De consument heeft eveneens het recht af te zien van de kredietovereenkomst binnen een termijn van zeven werkdagen te rekenen vanaf de eerste werkdag volgend op de ondertekening van de overeenkomst wanneer de overeenkomst gesloten werd in aanwezigheid van beide partijen buiten de onderneming van de kredietgever of de kredietbemiddelaar.

§ 3. Wanneer de consument van de kredietovereenkomst afziet brengt hij de kredietgever hiervan bij een ter post aangetekende brief op de hoogte.

De consument die gebruik maakt van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde mogelijkheid, is gelijktijdig gehouden de ontvangen bedragen of goederen terug te geven, en de voor de kredietopnemingsperiode verschuldigde rente berekend volgens het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage te betalen.

Geen enkele andere vergoeding mag, ingevolge het afzien door de consument, geëist worden en het voorschot dat betaald werd in het raam van een verkoop op afbetaling wordt hem teruggestort binnen dertig dagen volgend op dat afzien van de overeenkomst.

De ontbinding van de kredietovereenkomst brengt van rechtswege de ontbinding van de aangehechte overeenkomsten met zich mee.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de kredietovereenkomst op afstand bedoeld in artikel 20bis, eerste lid. ».

Art. 18. In artikel 20 van dezelfde wet worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« Telkens een prijs geheel of ten dele zal worden betaald met behulp van een kredietovereenkomst waarbij de verkoper of dienstverlener als kredietgever of kredietbemiddelaar optreedt met het oog op het sluiten van deze kredietovereenkomst, kan de consument geen enkele verbintenis geldig aangaan ten aanzien van de verkoper of de dienstverlener, noch kan een betaling gedaan worden van de ene aan de andere, zolang de consument de kredietovereenkomst niet heeft ondertekend. ».

Art. 19. In hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling 5, van dezelfde wet, wordt een nieuw artikel 20bis ingevoegd, luidende :

« Art. 20bis. — Wanneer de kredietovereenkomst op afstand het gefinancierde goed, verkocht op afstand, vermeldt of wanneer het kredietbedrag of het opgenomen bedrag rechtstreeks door de kredietgever aan de verkoper op afstand wordt gestort, kan de levering van het goed, in afwijking van de artikelen 16 en 20, eerste lid, plaats vinden voor de ondertekening van de kredietovereenkomst door de consument in zoverre deze laatste op het tijdstip van de levering over de kredietovereenkomst beschikt.

Onverminderd artikel 45, § 2, is de kredietovereenkomst op afstand bedoeld in het eerste lid slechts voltrokken bij het verstrijken van de bedenktijd, toepasselijk op de verkoop op afstand, bedoeld door de wetgeving op de handelspraktijken en voor zover de consument zijn recht om af te zien niet heeft uitgeoefend. Tijdens die bedenktijd heeft de consument eveneens het recht om de kredietgever mee te delen dat hij van de kredietovereenkomst afziet.

In afwijking van artikel 45, § 1, mag geen voorschot worden geëist voor het verstrijken van de bedenktijd, waarvan sprake in het vorige lid. De consument die niet van de verrichting afziet, moet het voorschot betalen uiterlijk binnen zeven werkdagen volgend op het verstrijken van de bedenktijd. ».

Art. 20. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Koning bepaalt de methode tot vaststelling en, in voorkomend geval, tot aanpassing van de maximale jaarlijkse kostenpercentages en bepaalt het maximale jaarlijkse kostenpercentage in functie van het type, het bedrag en eventueel, de duur van het krediet. »

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer de berekening van het jaarlijkse kostenpercentage, bedoeld in artikel 1, 6°, het gebruik van veronderstellingen noodzaakt, kan de Koning eveneens, overeenkomstig de regels bedoeld in § 1, de maximale kredietkosten bepalen zoals onder meer de maximale debetrentevoet en, in voorkomend geval, de maximale terugkerende kosten en de maximale niet-terugkerende kosten bij een kredietopening. »;

3° § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Iedere verlaging van het maximale jaarlijkse kostenpercentage en, in voorkomend geval, van de maximale kredietkosten is van onmiddellijke toepassing op de lopende kredietovereenkomsten die, binnen de perken van deze wet, de veranderlijkheid van het jaarlijkse kostenpercentage of de debetrentevoet voorzien. »

Art. 21. A l'article 22 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2 et un § 3 rédigés comme suit :

« § 2. Les contrats de crédit à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de cinq ans qui ne prévoient aucun remboursement périodique en capital doivent fixer un délai de zéro tage dans lequel le montant total à rembourser doit être payé. Le Roi peut fixer un délai maximum de zéro tage.

§ 3. Si, en application de l'article 30, § 2, le contrat de crédit autorise l'adaptation du taux annuel effectif global, il stipule qu'en cas d'adaptation, le consommateur peut exiger le maintien du montant de terme, ainsi que la prolongation ou la réduction du délai de remboursement convenu. L'exercice de ce droit peut conduire au dépassement du délai maximum de remboursement visé au § 1^{er}.

Préalablement à la conclusion du contrat de crédit, le prêteur informe expressément le consommateur de ce droit. ».

Art. 22. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. — § 1^{er}. Le consommateur a le droit de rembourser en tout ou en partie et à tout moment le solde du capital restant dû par anticipation.

Il avise le prêteur de son intention par lettre recommandée à la poste, au moins dix jours avant le remboursement.

§ 2. En cas de remboursement anticipé, le contrat de crédit peut stipuler une indemnité.

Lorsque le remboursement anticipé est intégral, cette indemnité doit être calculée, au taux annuel effectif global convenu, sur le solde restant dû à la date du remboursement anticipé. Elle ne peut excéder :

— deux mois du coût total du crédit pour les contrats de crédit portant sur un montant de crédit inférieur à 7.500 euros;

— trois mois du coût total du crédit pour les contrats de crédit portant sur un montant de crédit égal ou supérieur à 7.500 euros.

§ 3. Aucune indemnité ne peut être réclamée :

1° si par l'application des articles 85, 86, 87, 91 ou 92, les obligations du consommateur ont été réduites au prix au comptant ou au montant emprunté;

2° dans le cas d'un remboursement en exécution d'un contrat d'assurance destiné conventionnellement à garantir le remboursement du crédit. ».

Art. 23. A l'article 26 de la même loi les mots « l'offre de crédit » sont chaque fois remplacés par les mots « le contrat de crédit ».

Art. 24. A l'article 27 de la même loi, les mots « prêteur initial » sont remplacés par les mots « cédant ou au subrogeant ».

Art. 25. A l'article 27bis de la même loi, inséré par la loi du 7 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le contrat est résilié conformément à l'article 58, § 3, ou a pris fin et que le consommateur ne s'est pas exécuté trois mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure, aucun paiement autre que ceux indiqués ci-dessous ne peut être réclamé au consommateur :

— le capital échu et impayé;

— le montant du coût total du crédit échu et non payé;

— le montant de l'intérêt de retard convenu calculé sur le capital échu et impayé;

— les pénalités ou indemnités convenues dans les limites et plafonds visés au § 1^{er}. »;

2°) au § 4, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Un nouveau document détaillant et justifiant les montants dus en application des §§ 1^{er} et 2 doit être remis gratuitement, au maximum trois fois par an, au consommateur qui en fait la demande. »

Art. 21. Artikel 22 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2 en § 3, luidende als volgt :

« § 2. De kredietovereenkomsten van onbepaalde duur of met een looptijd van meer dan vijf jaar, die niet in de periodieke terugbetaling van kapitaal voorzien, moeten een termijn van nulstelling voorzien waarbinnen het totaal terug te betalen bedrag dient betaald te worden. De Koning kan een maximale nulstellingstermijn bepalen.

§ 3. Indien de kredietovereenkomst, met toepassing van artikel 30, § 2, toestaat dat het jaarlijkse kostenpercentage wordt aangepast, bepaalt de kredietovereenkomst dat bij aanpassing de consument het behoud van het termijnbedrag mag eisen, en eveneens de verlenging of de vermindering van de overeengekomen terugbetalingstermijn. De uitoefening van dit recht mag leiden tot overschrijding van de maximale terugbetalingstermijn bedoeld in § 1.

De kredietgever licht de consument uitdrukkelijk en voorafgaand aan het sluiten van de kredietovereenkomst over dit recht in. ».

Art. 22. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. — § 1. De consument heeft te allen tijde het recht om geheel of gedeeltelijk het verschuldigd kapitaalsaldo vervoegd terug te betalen.

Hij brengt de kredietgever ten minste tien dagen voor de terugbetaling bij ter post aangetekende brief van zijn voornemen op de hoogte.

§ 2. Bij een vervoegde terugbetaling mag in de kredietovereenkomst een vergoeding worden bedongen.

Wanneer de vervoegde terugbetaling geheel is, dient deze vergoeding berekend te worden tegen het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage van het krediet, op het verschuldigd blijvend saldo op datum van vervoegde terugbetaling. Zij mag niet meer bedragen dan :

— twee maanden van de totale kosten van het krediet voor kredietovereenkomsten met een kredietbedrag lager dan 7.500 euro;

— drie maanden van de totale kosten van het krediet voor kredietovereenkomsten met een kredietbedrag gelijk aan of hoger dan 7.500 euro.

§ 3. Geen enkele vergoeding mag gevraagd worden :

1° indien, door toepassing van de artikelen 85, 86, 87, 91 of 92, de verplichtingen van de consument werden verminderd tot de prijs bij contante betaling of tot het ontleende bedrag;

2° in geval van terugbetaling in uitvoering van een verzekeringsovereenkomst die contractueel de terugbetaling van het krediet waarborgt. ».

Art. 23. In artikel 26 van dezelfde wet worden de woorden « het kredietaanbod », telkens vervangen door de woorden « de kredietovereenkomst ».

Art. 24. In artikel 27 van dezelfde wet worden de woorden « oorspronkelijke kredietgever » vervangen door de woorden « overdrager of de indeplaatssteller ».

Art. 25. In artikel 27bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 7 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de overeenkomst wordt opgezegd, overeenkomstig artikel 58, § 3, of een einde heeft genomen en de consument zijn verplichtingen niet is nagekomen drie maanden na het ter post afgeven van een aangetekende brief tot ingebrekestelling, mag aan de consument geen andere betaling gevraagd worden dan die hieronder vermeld :

— het vervallen en niet-betaalde kapitaal;

— het bedrag van de vervallen en niet-betaalde totale kosten van het krediet;

— het bedrag van de overeengekomen nalatigheidsintrest berekend op het vervallen en niet-betaalde kapitaal;

— de overeengekomen straffen of schadevergoedingen binnen de grenzen en maximumbedragen bedoeld bij § 1. »;

2°) In § 4, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid :

« Een nieuw document dat de bedragen verschuldigd bij toepassing van §§ 1 en 2 omstandig omschrijft en verklaart, moet ten hoogste drie keer per jaar gratis worden ter beschikking gesteld aan de consument die hierom vraagt. »

Art. 26. A l'article 29 de la même loi, modifié par la loi du 7 janvier 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 2° les mots « alors que le prêteur s'en serait réservé la propriété, en se conformant à l'article 46 » sont remplacés par les mots « alors que le prêteur s'en serait réservé la propriété, en se conformant à l'article 14, § 3, 4°, ou alors que le transfert de propriété, conformément aux règles en matière de crédit-bail, ne s'est pas encore réalisé. »;

2° l'article est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° pour le cas où le consommateur dépasserait le montant du crédit visé aux articles 60bis et 60ter et ne se serait pas exécuté un mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure. Ces modalités doivent être rappelées par le prêteur au consommateur lors de la mise en demeure. ».

Art. 27. L'article 30 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. — § 1^{er}. Sauf les exceptions prévues par la présente loi, toute clause permettant de modifier les conditions du contrat de crédit est réputée non écrite.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 21, §§ 1^{er} et 3, les contrats de crédit assortis d'un délai de remboursement de plus de cinq ans peuvent stipuler que le taux annuel effectif global peut être adapté conformément aux règles fixées par l'article 9 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et en vertu de celui-ci. Dans ce cas, la notion d'« acte constitutif », mentionnée dans cet article 9, s'entend comme « contrat de crédit ». ».

Art. 28. L'article 31 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application du § 4, il est interdit au prêteur et à l'intermédiaire de crédit d'imposer au consommateur, dans le cadre de la conclusion d'un contrat de crédit, de souscrire un autre contrat auprès du prêteur, de l'intermédiaire de crédit ou auprès d'une tierce personne désignée par ceux-ci.

§ 2. Il est également interdit au prêteur et à l'intermédiaire de crédit de stipuler à charge du consommateur, lors de la conclusion d'un contrat de crédit, l'obligation de mettre le capital emprunté, en tout ou en partie, en gage ou de l'affecter, en tout ou en partie, à la constitution d'un dépôt ou à l'achat de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers.

§ 3. Le système de reconstitution du capital, au sens de l'article 5, 2° de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, est interdit.

§ 4. Lorsque le contrat de crédit est assorti de la conclusion d'un contrat d'assurance solde restant dû couvrant le risque de décès, d'assurance de perte d'emploi, de maladie ou d'incapacité de travail, et visant à garantir le remboursement du crédit, et qu'un des bénéficiaires est le prêteur, l'intermédiaire de crédit ou l'assureur-crédit, les frais y relatifs doivent être inclus dans le coût total du crédit. Le Roi peut, conformément à l'article 21, § 1^{er}, fixer pour ces contrats le taux annuel effectif global maximum. Le présent alinéa ne s'applique pas aux contrats de crédit portant sur un montant de crédit supérieur à 5.000 euros. Le Roi peut adapter ce montant.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas si le contrat d'assurance est conclu postérieurement à la conclusion du contrat de crédit et à la demande expresse du consommateur. La preuve de cette demande incombe au prêteur et ne peut être faite que par un écrit distinct du contrat d'assurance et postérieur à la conclusion du contrat de crédit.

Le contrat de crédit ne peut être assorti d'aucun autre contrat d'assurance de personnes.

§ 5. Toute clause contraire au présent article est réputée non écrite. ».

Art. 29. Au chapitre III, section 2, sous-section 5, de la même loi, il est inséré un article 33bis, rédigé comme suit :

« Art. 33bis. Lorsque le consommateur a déjà payé des sommes égales à au moins 40 % du prix au comptant d'un bien faisant l'objet, soit d'une clause de réserve de propriété, soit d'une promesse de gage avec mandat irrévocable, ce bien ne peut être repris qu'en vertu d'une décision judiciaire ou d'un accord écrit conclu après mise en demeure par lettre recommandée à la poste. L'article 54, § 1^{er} reste d'application.

Art. 26. In artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd bij wet van 7 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden « terwijl de kredietgever zich, in overeenstemming met artikel 46, de eigendom ervan had voorbehouden » vervangen door de woorden « terwijl de kredietgever zich, in overeenstemming met artikel 14, § 3, 4°, de eigendom ervan had voorbehouden of er, overeenkomstig de regelen inzake financieringshuur, nog geen eigendomsoverdracht heeft plaatsgevonden. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een 3° luidend als volgt :

« 3° ingeval de consument het kredietbedrag bedoeld in de artikelen 60bis en 60ter overschrijdt, en hij, een maand na het ter post afgeven van een aangetekende brief houdende ingebrekestelling, zijn verplichtingen niet is nagekomen. Die regels moeten door de kredietgever aan de consument in herinnering worden gebracht bij de ingebrekestelling. ».

Art. 27. Artikel 30 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. — § 1. Behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze wet wordt elk beding dat er toe strekt de voorwaarden van de kredietovereenkomst te wijzigen voor niet geschreven gehouden.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 21, §§ 1 en 3, kunnen kredietovereenkomsten met een terugbetalingstermijn van meer dan vijf jaar bepalen dat het jaarlijkse kostenpercentage kan worden aangepast overeenkomstig de regelen gesteld in en krachtens artikel 9 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Het in dat artikel 9 vermelde begrip « vestigingsakte » moet dan worden gelezen als « kredietovereenkomst ». ».

Art. 28. Artikel 31 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. § 1. Het is de kredietgever en de kredietbemiddelaar verboden om, onverminderd de toepassing van § 4, de consument te verplichten in het raam van het sluiten van een kredietovereenkomst een andere overeenkomst te ondertekenen bij de kredietgever, de kredietbemiddelaar of een door hen aangewezen derde.

§ 2. Het is de kredietgever en de kredietbemiddelaar eveneens verboden om bij het sluiten van een kredietovereenkomst, van de consument te bedingen om het ontleende kapitaal, geheel of gedeeltelijk, in pand te geven, of om het, geheel of gedeeltelijk, te bestemmen als deposito of voor de aankoop van effecten of andere financiële instrumenten.

§ 3. Het stelsel van reconstitutie van het kapitaal, zoals bedoeld in artikel 5, 2°, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, is verboden.

§ 4. Wanneer de kredietovereenkomst gepaard gaat met het sluiten van een schuldsaldoverzekering die het overlijdensrisico dekt, van een verzekering werkverlies, ziekte of arbeidsongeschiktheid, teneinde de terugbetaling van het krediet te waarborgen, en een der begunstigen is de kredietgever, de kredietbemiddelaar of de kredietverzekeraar, dan moeten de desbetreffende kosten opgenomen worden in de totale kosten van het krediet. De Koning kan, conform artikel 21, § 1, het maximaal jaarlijks kostenpercentage voor deze overeenkomsten vastleggen. Dit lid is niet van toepassing op de kredietovereenkomsten die betrekking hebben op kredietbedragen hoger dan 5.000 euro. De Koning kan dit bedrag aanpassen.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de verzekeringsovereenkomst wordt gesloten na het sluiten van de kredietovereenkomst en op het uitdrukkelijk verzoek van de consument. Het bewijs van dat verzoek komt toe aan de kredietgever en kan alleen geleverd worden door een van de verzekeringsovereenkomst onderscheiden geschrift en na het sluiten van de kredietovereenkomst.

De kredietovereenkomst mag met geen enkele andere verzekeringsovereenkomst van personen gepaard gaan.

§ 5. Elk beding strijdig met dit artikel wordt voor niet geschreven gehouden. ».

Art. 29. In hoofdstuk III, afdeling 2, onderafdeling 5, van dezelfde wet, wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidende :

« Art. 33bis. Wanneer de consument reeds sommen gelijk aan ten minste 40 % heeft betaald van de prijs bij contante betaling van een goed dat het voorwerp is, hetzij van een beding van eigendomsvoorbehoud, hetzij van een pandbelofte met onherroepelijke volmacht, kan dit goed niet worden teruggenomen dan op grond van een gerechtelijke beslissing, of van een schriftelijke overeenkomst, gesloten na een ingebrekestelling bij ter post aangetekend schrijven. Artikel 54, § 1, blijft van toepassing.

Le prêteur doit, dans un délai de trente jours à compter de la date de la vente du bien financé, notifier le prix obtenu au consommateur et lui restituer le trop perçu. En aucun cas, un mandat ou un accord conclu en vue de la reprise d'un bien financé par un contrat de crédit ne peut donner lieu à un enrichissement injustifié. »

Art. 30. A l'article 34 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase de l'alinéa 1^{er} est complétée par les mots suivants « , à l'exclusion de toute autre pénalité ou frais d'inexécution » ;

2° à la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'offre de crédit ou » sont supprimés ;

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les contrats de crédit conclus pour une durée indéterminée, un cautionnement ou une sûreté personnelle ne peut être réclamé par le prêteur que pour une période de cinq ans. Cette période ne peut être renouvelée que moyennant l'accord exprès, au terme de la période, de la caution ou de la personne qui constitue une sûreté personnelle. »

Art. 31. L'article 37, § 1^{er}, de la même loi est complété par les mots suivants :

« et ne peut être exécutée et affectée qu'à concurrence des montants exigibles en vertu du contrat de crédit à la date de la notification de la cession. »

Art. 32. A l'article 38 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 1244 du Code civil » sont remplacés par les mots « Le juge de paix peut » ;

2° le § 1^{er} est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le juge peut accorder au consommateur un délai de paiement ou un échelonnement des dettes visées à l'article 27bis, §§ 1^{er} et 2, même lorsque le prêteur applique une clause telle que visée à l'article 29 ou en exige l'application. »

Art. 33. A l'article 41 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « l'offre », in limine de l'article, sont remplacés par les mots « le contrat » ;

2° le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° le délai précis entre la date de la livraison du bien ou de la prestation de service et la date du premier paiement. » ;

3° au 8°, les mots « ainsi que les modalités de calcul de celles-ci conformément à l'article 23, alinéa 3 » sont supprimés.

Art. 34. Les articles 42 à 44 de la même loi sont abrogés.

Art. 35. L'article 45, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le prêteur doit à la signature du contrat percevoir un acompte dont le montant ne peut être inférieur à 15 % du prix d'achat au comptant. »

Art. 36. L'article 46 de la même loi est abrogé.

Art. 37. L'article 47 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le prêteur avertit le consommateur par lettre recommandée à la poste qu'il a la faculté de lever l'option d'achat un mois avant la dernière date convenue à cet effet. Lorsque l'option d'achat n'est pas levée ou lorsque le transfert de propriété ne se réalise pas, le crédit-bail ne peut être transformé en bail que moyennant la conclusion d'un contrat de bail. »

Art. 38. A l'article 48 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1° les mots « le cas échéant » sont supprimés ;

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° la somme totale des paiements, telle que visée à l'article 49, § 3, 2° ; ».

De kredietgever moet binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de verkoopsdatum van het gefinancierde goed de verkregen prijs ter kennis brengen van de consument en hem het teveel gestorte terugstorten. In geen geval mag een lastgeving of een akkoord gesloten met het oog op de terugname van een goed gefinancierd door een kredietovereenkomst leiden tot een ongerechtvaardigde verrijking. »

Art. 30. In artikel 34 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van het eerste lid wordt aangevuld met de volgende woorden « , met uitsluiting van alle andere boetes of kosten van niet-uitvoering » ;

2° in de tweede zin van het eerste lid worden de woorden « het kredietaanbod of » geschrapt ;

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de kredietovereenkomsten gesloten voor een onbepaalde duur kan door de kredietgever slechts een borgtocht of een persoonlijke zekerheid worden gevraagd voor een periode van vijf jaar. Deze periode kan slechts hernieuwd worden bij afloop en met het uitdrukkelijk goedvinden van de borg of de persoon die een persoonlijke zekerheid heeft gesteld. »

Art. 31. Artikel 37, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende woorden :

« en kan slechts uitgevoerd en aangewend worden tot beloop van de op de dag van de kennisgeving van de overdracht krachtens de kredietovereenkomst opeisbare bedragen. »

Art. 32. In artikel 38 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « Onverminderd het bepaalde in artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek » worden vervangen door de woorden « De vrederechter kan » ;

2° § 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De rechter kan aan de consument uitstel of herschikking van betaling van de schulden bedoeld in artikel 27bis, §§ 1 en 2, toekennen, zelfs wanneer de kredietgever een clausule als bedoeld in artikel 29 toepast of de toepassing ervan eist. »

Art. 33. In artikel 41 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « het aanbod », in limine van het artikel, worden vervangen door de woorden « de overeenkomst » ;

2° het 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° de nauwkeurige termijn tussen de datum van levering van het goed of de prestatie van de dienst en de datum van de eerste betaling. » ;

3° in het 8° worden de woorden « evenals de wijze waarop deze worden berekend overeenkomstig artikel 23, derde lid » geschrapt.

Art. 34. De artikelen 42 tot 44 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 35. Artikel 45, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De kredietgever moet bij de ondertekening van de overeenkomst een voorschot ontvangen dat niet minder mag bedragen dan 15 % van de aankoopprijs bij contante betaling. »

Art. 36. Artikel 46 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 37. Artikel 47 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kredietgever verwittigt de consument bij een ter post aangetekende brief dat hij de mogelijkheid heeft de koopoptie te lichten een maand voor de laatste hiertoe overeengekomen datum. Wanneer de koopoptie niet wordt gelicht of de eigendomsoverdracht niet plaats vindt kan de financieringshuur slechts omgezet worden in huur middels het sluiten van een huurcontract. »

Art. 38. In artikel 48 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « desgevallend » geschrapt ;

2° het 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° het totale bedrag van de betalingen zoals bedoeld in artikel 49, § 3, 2° ; ».

Art. 39. L'article 49 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. — § 1^{er}. En matière de crédit-bail, le montant du crédit, visé à l'article 14, § 2, 4^o est le prix au comptant, diminué du montant de la T.V.A., du bien meuble corporel offert en crédit-bail. Le prix des prestations de service supplémentaires, lorsqu'ils sont offerts en financement, diminué du montant de la T.V.A., est, sans préjudice de l'application de l'article 31, également repris dans le montant du crédit. Dans ce cas, le contrat mentionne le prix des éléments constitutifs du montant du crédit.

§ 2. Si un crédit-bail prévoit un ou plusieurs moments au cours desquels une option d'achat peut être levée, le contrat de crédit doit mentionner chaque fois les valeurs résiduelles correspondantes.

Si ces valeurs résiduelles ne peuvent pas être déterminées au moment de la conclusion du contrat de crédit, le contrat doit mentionner des paramètres permettant au consommateur de déterminer ces valeurs résiduelles lors de la levée de l'option d'achat.

Le Roi peut déterminer ces paramètres ainsi que leur usage.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, le contrat de crédit-bail mentionne :

1^o le prix au comptant du bien meuble corporel et, le cas échéant, le prix au comptant de chaque prestation de service supplémentaire;

2^o la somme totale des paiements à effectuer par le consommateur, y compris la valeur résiduelle du bien à payer à la levée de l'option d'achat. Si l'option d'achat peut être levée à plusieurs moments, le contrat de crédit mentionne la somme totale des paiements jusqu'au moment où l'option d'achat peut être levée pour la première fois et pour la dernière fois. Si lors de la conclusion du contrat de crédit, la valeur résiduelle ne peut être déterminée qu'à l'aide de paramètres, le contrat de crédit doit mentionner d'une part, la somme totale des paiements à effectuer et, d'autre part, la valeur résiduelle minimale et maximale calculée sur base de ces paramètres, à payer par le consommateur au moment de la levée de l'option d'achat;

3^o le nombre, le montant et la périodicité des paiements;

4^o le délai précis entre la date de la livraison du bien et la date du premier paiement;

5^o le cas échéant, le montant de la sûreté et l'engagement du prêteur de mettre le revenu du dépôt donné pour sûreté à la disposition du consommateur;

6^o la possibilité d'effectuer à tout moment un remboursement anticipé. »

Art. 40. Les articles 50, 51 et 52 de la même loi sont abrogés.

Art. 41. A l'article 56 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « l'offre pour un », in limine de l'article, sont remplacés par les mots « le contrat de »;

2^o le 1^o est abrogé;

3^o le 5^o est remplacé par le texte suivant :

« 5^o le délai précis entre d'une part la date de la mise à disposition du montant du crédit au consommateur ou, le cas échéant, la date de livraison du bien ou de la prestation de service visée à l'article 19 et d'autre part la date du premier paiement; »;

4^o au 6^o, *in fine*, les mots « ainsi que les modalités de calcul de celles-ci conformément à l'article 23, alinéa 3 », sont supprimés.

Art. 42. A l'article 58 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les dispositions de l'article 14, à l'exception du § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, s'appliquent également à l'ouverture de crédit. »;

2^o au § 2, in limine, les mots « l'offre » sont remplacés par les mots « le contrat »;

3^o le § 2, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o le taux débiteur annuel »;

4^o au § 3, les mots « l'offre » sont remplacés par les mots « le contrat »;

Art. 39. Artikel 49 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 49. — § 1. Inzake financieringshuur is het kredietbedrag, bedoeld in artikel 14, § 2, 4^o, de contante prijs van het lichamenlijk roerend goed, verminderd met het BTW-bedrag, dat in financieringshuur wordt aangeboden. De prijs van bijkomende dienstverrichtingen is, wanneer die ter financiering worden aangeboden, verminderd met het BTW-bedrag en onverminderd de toepassing van artikel 31, eveneens begrepen in het kredietbedrag. In dat geval vermeldt het contract ook de prijs van de samenstellende delen van het kredietbedrag.

§ 2. Indien een financieringshuur een of meerdere tijdstippen voorziet waarop een koopoptie kan gelicht worden, moet de kredietovereenkomst ook telkens de overeenstemmende residuele waarden vermelden.

Indien deze residuele waarden niet kunnen bepaald worden bij het sluiten van de kredietovereenkomst dan moet het contract parameters vermelden die de consument moeten toelaten bij het lichten van de koopoptie deze residuele waarden te bepalen.

De Koning kan deze parameters en hun gebruik bepalen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 14, vermeldt de overeenkomst van financieringshuur :

1^o de contante prijs van het lichamenlijk roerend goed en, in voorkomend geval, de contante prijs van elke bijkomende dienstverrichting;

2^o het totale bedrag van de betalingen te verrichten door de consument, met inbegrip van de te betalen residuele waarde van het goed bij het lichten van de koopoptie. Indien de koopoptie op verschillende tijdstippen kan worden gelicht vermeldt de kredietovereenkomst het totale bedrag van de betalingen op het ogenblik dat de optie de eerste en de laatste maal wordt gelicht. Indien bij het sluiten van de kredietovereenkomst de residuele waarde slechts kan worden bepaald met behulp van parameters, moet de kredietovereenkomst, enerzijds, het totale bedrag van de betalingen vermelden, anderzijds, de minimale en maximale residuele waarde berekend op basis van deze parameters die de consument moet betalen bij het lichten van de koopoptie;

3^o het aantal, het bedrag en de periodiciteit van de betalingen;

4^o de nauwkeurige termijn tussen de datum van levering van het goed en de datum van de eerste betaling;

5^o in voorkomend geval, het bedrag van de zekerheid en de verplichting vanwege de kredietgever om de financiële opbrengst van het tot zekerheid gestelde deposito ter beschikking van de consument te stellen;

6^o de mogelijkheid om op elk ogenblik vervroegd terug te betalen. »

Art. 40. De artikelen 50, 51 en 52 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 41. In artikel 56 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden « het aanbod van een » in limine van het artikel worden vervangen door de woorden « de overeenkomst van »;

2^o het 1^o wordt opgeheven;

3^o het 5^o wordt vervangen door de volgende tekst :

« 5^o de nauwkeurige termijn tussen enerzijds de datum van terbeschikkingstelling van het kredietbedrag aan de consument of, in voorkomend geval, de datum van levering bedoeld in artikel 19 van het goed of de prestatie van de dienst en, anderzijds, de datum van de eerste betaling; »;

4^o in 6^o, *in fine*, worden de woorden « evenals de wijze waarop deze worden berekend overeenkomstig artikel 23, derde lid » geschrapt.

Art. 42. In artikel 58 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De bepalingen van artikel 14, met uitzondering van § 3, eerste lid, 3^o, zijn eveneens van toepassing op de kredietopening. »;

2^o in § 2, in limine, worden de woorden « het aanbod » vervangen door de woorden « de overeenkomst »;

3^o § 2, 1^o, wordt vervangen als volgt :

« 1^o de debetrentevoet op jaarbasis »;

4^o in § 3 worden de woorden « het aanbod » vervangen door de woorden « de overeenkomst »;

5° l'article est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'article 3, § 1^{er}, 4°, ne s'applique pas aux dépassements du montant ou de la durée des ouvertures de crédit. ».

Art. 43. L'article 59 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. — § 1^{er}. Pour chaque ouverture de crédit, le prêteur transmet chaque mois un relevé où il mentionne :

- 1° la période précise sur laquelle porte le relevé de compte;
- 2° les montants prélevés et leur date;
- 3° le cas échéant, le solde restant dû du relevé précédent et la date;
- 4° la date et le montant des frais dus;
- 5° la date et le montant des paiements effectués par le consommateur;
- 6° le dernier taux débiteur annuel convenu;
- 7° la date et le montant total des intérêts dus;
- 8° le cas échéant, le montant minimum à payer;
- 9° le cas échéant, le nouveau solde restant dû;
- 10° le nouveau montant total dû.

Les dates de valeur des prélèvements de crédit effectués par le consommateur et des paiements perçus par le prêteur sont, le cas échéant, soumises à l'application de la loi du 10 juillet 1997 relative aux dates de valeur des opérations bancaires.

§ 2. Lorsque le prêteur fait usage de la faculté de modifier le taux débiteur visé à l'article 60, le consommateur doit en être informé clairement et préalablement, ainsi que du nouveau taux annuel effectif global qui en résulte, au moyen d'un relevé de compte.

§ 3. Lorsqu'il dispose de renseignements lui permettant de considérer que le consommateur ne sera plus à même de respecter ses obligations, le prêteur peut suspendre les prélèvements de crédit, à condition que, sous peine de nullité, il ait notifié sans délai au consommateur sa décision dûment motivée, par lettre recommandée à la poste. ».

Art. 44. Dans l'article 60 de la même loi les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« L'ouverture de crédit peut prévoir que le taux débiteur peut être modifié. ».

Art. 45. Un article 60bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 60bis. — § 1^{er}. Le dépassement du montant du crédit est interdit. Le prêteur doit mentionner cette interdiction dans le contrat.

Si toutefois un dépassement se produit, le prêteur doit suspendre les prélèvements de crédit et exiger le remboursement du dépassement dans un délai de maximum quarante-cinq jours à dater du jour du dépassement.

Dans ce cas, seuls les intérêts de retard et les frais expressément convenus et autorisés par la présente loi peuvent être réclamés. Les intérêts de retard doivent être calculés sur le dépassement.

§ 2. Si le consommateur ne respecte pas les obligations découlant du paragraphe précédent, le prêteur doit soit mettre fin au contrat dans le respect de l'article 29, 3°, soit établir par novation un nouveau contrat avec un montant de crédit plus élevé dans le respect de toutes les dispositions de la loi. »

Art. 46. Un article 60ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 60ter. Le prêteur peut à la demande expresse et préalable du consommateur, autoriser par écrit au dernier taux débiteur appliqué, à l'exclusion de toute pénalité, indemnité ou intérêt de retard, un dépassement temporaire du montant du crédit pour une durée maximum de quarante-cinq jours.

Si le dépassement n'est pas apuré au terme de la période visée à l'alinéa 1^{er}, le prêteur doit suspendre les prélèvements de crédit et doit soit mettre fin au contrat dans le respect de l'article 29, 3°, soit établir par novation un nouveau contrat avec un montant de crédit plus élevé dans le respect de toutes les dispositions de la loi. »

5° het artikel wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt :

« § 4. Artikel 3, § 1, 4°, geldt niet voor overschrijdingen van het bedrag of de looptijd van kredietopeningen. ».

Art. 43. Artikel 59 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. — § 1. Voor elke kredietopening, stuurt de kredietgever elke maand een overzicht waarop hij vermeldt :

- 1° de juiste periode waarop het rekeningoverzicht betrekking heeft;
- 2° de opgenomen bedragen en hun data;
- 3° in voorkomend geval, het verschuldigd blijvend saldo van het voorgaand overzicht en de datum;
- 4° de datum en het bedrag van de verschuldigde kosten;
- 5° de datum en het bedrag van de betalingen verricht door de consument;
- 6° de laatst overeengekomen debetrentevoet op jaarbasis;
- 7° de datum en het totaal bedrag van de verschuldigde interesten;
- 8° in voorkomend geval, het minimaal te betalen bedrag;
- 9° in voorkomend geval, het nieuwe verschuldigd blijvend saldo;
- 10° het nieuwe totaal verschuldigde bedrag.

De valutadata van de kredietopnemingen verricht door de consument en van de betalingen ontvangen door de kredietgever zijn, in voorkomend geval, onderworpen aan de toepassing van de wet van 10 juli 1997 betreffende de valutadatum van bankverrichtingen.

§ 2. Wanneer de kredietgever gebruik maakt van de mogelijkheid vermeld in artikel 60 om de debetrentevoet te wijzigen, moet de consument hiervan, op duidelijke en voorafgaandelijke wijze worden ingelicht, evenals van het nieuwe jaarlijkse kostenpercentage dat er uit voortvloeit, aan de hand van een rekeningoverzicht.

§ 3. Wanneer de kredietgever over inlichtingen beschikt waaruit hij kan afleiden dat de consument niet langer in staat zal zijn zijn verbintenissen na te komen kan hij de kredietopnemingen opschorten, mits hij, op straffe van nietigheid, zijn behoorlijk met redenen omklede beslissing onverwijld bij ter post aangetekende brief aan de consument heeft betekend. ».

Art. 44. In artikel 60 van dezelfde wet worden het eerste en tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De kredietopening kan bepalen dat de debetrentevoet kan worden gewijzigd. ».

Art. 45. In dezelfde wet wordt een artikel 60bis ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 60bis. — § 1. De overschrijding van het kredietbedrag is verboden. De kredietgever moet dit verbod vermelden in de overeenkomst.

Indien er desondanks een overschrijding plaats vindt, moet de kredietgever de kredietopnemingen opschorten en de terugstorting van de overschrijding binnen een termijn van maximaal vijfenveertig dagen te rekenen vanaf de dag van de overschrijding eisen.

In dat geval kunnen slechts de uitdrukkelijk overeengekomen en door deze wet geoorloofde verwijlinteresten en kosten worden gevraagd. De verwijlinteresten moeten worden berekend op de overschrijding.

§ 2. In geval de consument de verplichtingen die voortvloeien uit de vorige paragraaf niet nakomt, moet de kredietgever hetzij een einde stellen aan de overeenkomst binnen de perken van artikel 29, 3°, hetzij bij wege van schuldvernieuwing een nieuwe overeenkomst met een verhoogd kredietbedrag opmaken met eerbiediging van alle bepalingen van de wet. »

Art. 46. In dezelfde wet wordt een artikel 60ter ingevoegd, luidende :

« Art. 60ter. De kredietgever kan, op voorafgaandelijk en uitdrukkelijk verzoek van de consument, schriftelijk en tegen de laatst toegepaste debetrentevoet, met uitsluiting van iedere boete, vergoeding of verwijlinterest, een tijdelijke overschrijding van het kredietbedrag toestaan voor een maximale looptijd van vijfenveertig dagen.

Indien de overschrijding bij het verstrijken van de periode, bedoeld in het eerste lid, niet is aangezuiverd moet de kredietgever de kredietopnemingen opschorten en hetzij een einde stellen aan de overeenkomst binnen de perken van artikel 29, 3°, hetzij bij wege van schuldvernieuwing een nieuwe overeenkomst met een verhoogd kredietbedrag opmaken met eerbiediging van alle bepalingen van de wet. »

Art. 47. L'article 63, § 3, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Toute intermédiation pour un contrat de crédit à l'aide d'un sous-agent ou en qualité de sous-agent est interdite, sauf si l'intermédiaire de crédit est lui-même un prêteur agréé ou enregistré. »

Art. 48. L'article 64 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 64. — § 1^{er}. L'intermédiaire de crédit ne peut introduire de demande de crédit pour un consommateur si, compte tenu des informations dont il dispose ou devrait disposer, notamment sur base des renseignements visés à l'article 10, il estime que le consommateur ne sera manifestement pas à même de respecter les obligations découlant du contrat de crédit.

§ 2. L'intermédiaire de crédit ne peut fractionner les demandes de crédit. Il doit communiquer au prêteur les informations nécessaires visées à l'article 10.

§ 3. Quiconque agit en tant qu'intermédiaire de crédit doit communiquer à tous les prêteurs sollicités le montant des autres contrats de crédit qu'il a demandés ou reçus au bénéfice du même consommateur, au cours des deux mois précédant l'introduction de chaque nouvelle demande de crédit. »

Art. 49. L'article 70, § 1^{er}, alinéa 2, premier tiret, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« — l'identité et l'adresse du responsable du traitement. Lorsque celui-ci n'est pas établi de manière permanente sur le territoire de l'Union européenne, il doit désigner un représentant établi sur le territoire belge, sans préjudice d'actions qui pourraient être introduites contre le responsable du traitement lui-même; ».

Art. 50. A l'article 74 de la même loi, modifié par la loi du 11 février 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de son délégué » sont insérés entre les mots « du Ministre des Affaires économiques, » et les mots « les personnes »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 51. A l'article 75 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes physiques et les personnes morales en ce qui concerne leurs administrateurs, gérants, directeurs ou fondateurs de pouvoir, doivent en outre communiquer un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique ou un document équivalent. »;

2° dans le § 3 il est inséré un 1°*bis* et 1°*ter* rédigés comme suit :

« 1°*bis* à détenir et à maintenir un ratio de liquidités d'au moins 1,5, calculé selon la formule : actifs circulants divisés par les dettes à un an au plus;

1°*ter* à détenir et à maintenir un fonds de roulement supérieur au besoin de fonds de roulement, où

— le fonds de roulement est égal à la différence entre, d'une part, les capitaux permanents, à savoir les capitaux propres, les provisions pour risques et charges et impôts différés, et les dettes à plus d'un an et, d'autre part, les actifs fixes,

— le besoin de fonds de roulement est égal à la différence entre, d'une part, les actifs d'exploitation, à savoir les stocks et commandes en cours d'exécution, les créances à un an au plus et le compte de régularisation de l'actif et, d'autre part, les passifs d'exploitation, à savoir les dettes non financières à un an au plus et le compte de régularisation du passif; »;

3° au § 3, 3° et 4°, les mots « au Ministre des Affaires économiques » sont remplacés par les mots « au service compétent du Service public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie »;

4° au § 3, 3°, les mots « aux dates et dans les conditions à déterminer par le Roi » sont remplacés par les mots « aux dates, dans les conditions et selon les modalités à déterminer par le Roi »;

5° le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Elles doivent aussi s'engager à transmettre, sur demande des agents compétents du Ministère des Affaires économiques, les éléments comptables nécessaires à l'appréciation de leur solvabilité. »;

Art. 47. Artikel 63, § 3, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Iedere bemiddeling voor een kredietovereenkomst met behulp van of in de hoedanigheid van een onderagent is verboden, behalve indien de kredietbemiddelaar zelf een erkende of geregistreerde kredietgever is. »

Art. 48. Artikel 64 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 64. — § 1. De kredietbemiddelaar kan geen kredietaanvraag indienen voor een consument waarvoor hij, gelet op de inlichtingen waarover hij beschikt of zou moeten beschikken, onder meer op basis van de inlichtingen bedoeld in artikel 10, van oordeel is dat de consument duidelijk niet in staat zal zijn de verplichtingen voortvloeiend uit de kredietovereenkomst, na te komen.

§ 2. De kredietbemiddelaar mag de kredietaanvragen niet opsplitsen. Hij moet aan de kredietgever de noodzakelijke inlichtingen bedoeld in artikel 10 mededelen.

§ 3. Eenieder die optreedt als kredietbemiddelaar moet alle aangezochte kredietgevers in kennis stellen van het bedrag van de andere kredietovereenkomsten welke hij heeft aangevraagd of ontvangen ten behoeve van dezelfde consument gedurende twee maanden voorafgaand aan het indienen van iedere nieuwe kredietaanvraag. »

Art. 49. Artikel 70, § 1, tweede lid, eerste streepje, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« — de identiteit en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking. Wanneer deze geen vaste vestiging op het grondgebied van de Europese Unie heeft, moet hij een op het Belgische grondgebied gevestigde vertegenwoordiger aanwijzen, onverminderd rechtsvorderingen die tegen de verantwoordelijke voor de verwerking zelf kunnen worden ingesteld; ».

Art. 50. In artikel 74 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « de Minister van Economische Zaken, » en « zijn onderworpen » de woorden « of zijn gemachtigde, » ingevoegd;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 51. In artikel 75 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De natuurlijke personen en de rechtspersonen met betrekking tot hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden, moeten bovendien een bewijs van goed zedelijk gedrag of een gelijkwaardig document bezorgen, bestemd voor een openbaar bestuur. »;

2° in § 3 worden een 1°*bis* en een 1°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°*bis* een liquiditeitsratio te bezitten en te behouden van minstens 1,5, berekend volgens de formule : vlottende activa gedeeld door de schulden op ten hoogste een jaar;

1°*ter* een bedrijfskapitaal hoger dan de behoefte aan werkkapitaal te bezitten en te behouden, waarbij

— het bedrijfskapitaal gelijk is aan het verschil tussen, enerzijds het vastliggend kapitaal, zijnde het eigen vermogen, de voorzieningen en de uitgestelde belastingen en de schulden op meer dan één jaar en, anderzijds, de vaste activa,

— de behoefte aan werkkapitaal gelijk is aan het verschil tussen, enerzijds de beschikbare activa, zijnde de voorraden en bestellingen in uitvoering, de vorderingen op ten hoogste één jaar en de overlopende rekeningen van de actiefzijde en, anderzijds, de uitbatingspassiva, zijnde de niet-financiële schulden op ten hoogste één jaar en de overlopende rekeningen van de passiefzijde; »;

3° in § 3, 3° en 4°, worden de woorden « aan de Minister van Economische Zaken » vervangen door de woorden « aan de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie »;

4° in § 3, 3°, worden de woorden « met de uitgevoerde verrichtingen op de door de Koning vastgestelde data en voorwaarden » vervangen door de woorden « met de gedane verrichtingen op de door de Koning vastgestelde data, voorwaarden en wijzen »;

5° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Zij moeten zich ook ertoe verbinden om op verzoek van de bevoegde ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken de boekhoudkundige gegevens te verschaffen die noodzakelijk zijn om hun solvabiliteit te kunnen beoordelen. »;

6° au § 7, alinéa 1^{er}, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Ministre des Affaires économiques » et les mots « statue sur »;

7° le § 7, dernier alinéa est abrogé.

Art. 52. A l'article 75bis de la même loi, inséré par la loi du 11 février 1994, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est chaque fois inséré après les mots « Ministre des Affaires économiques » et « ministre » les mots « ou son délégué »;

2° la dernière phrase du § 2, alinéa 2, est abrogée.

Art. 53. A l'article 76 de la même loi il est inséré après les mots « Ministre des Affaires économiques » les mots « ou son délégué ».

Art. 54. A l'article 77 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, alinéa 2, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à intervenir uniquement en vue de la conclusion d'un contrat de crédit auprès d'un prêteur agréé ou en vue de l'exécution d'un contrat de crédit pour compte d'une personne visée à l'article 25; »;

2° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le Ministre des Affaires économiques » et les mots « statue sur »;

3° le § 4, dernier alinéa, est abrogé.

Art. 55. A l'article 78 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 4° aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur-délégué, ou d'administrateur assurant la gestion journalière ou de direction ou aux entreprises au sein desquelles un pouvoir effectif de décisions concernant des opérations de crédit soumises à la présente loi sont confiées à une personne visée au présent paragraphe. »;

2° le § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'agrément ou l'inscription peut être refusé ou retiré :

1° aux personnes non réhabilitées qui ont encouru une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue par les dispositions de la présente loi ou les dispositions suivantes :

a) titres V et IX du livre I^{er} du Code de commerce;

b) arrêté royal n° 41 du 15 décembre 1934 protégeant l'épargne par la réglementation de la vente à tempérament des valeurs à lots;

c) arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation;

d) arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;

e) arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, (abrogé et remplacé par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire);

f) arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées;

g) arrêté royal n° 72 du 30 novembre 1939 réglementant les bourses et les marchés à terme sur marchandises et denrées, la profession des courtiers et intermédiaires s'occupant de ces marchés et le régime de l'exception de jeu;

h) loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

i) loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement;

j) loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, (abrogée et remplacée par la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation);

k) loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;

l) arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées;

m) arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille;

n) loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (abrogée et remplacée par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur);

o) loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers;

6° in § 7, eerste lid, worden tussen de woorden « De Minister van Economische Zaken » en « beslist over » de woorden « of zijn gemachtigde » ingevoegd;

7° § 7, laatste lid wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel 75bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden « Minister van Economische Zaken » en « minister » worden telkens de woorden « of zijn gemachtigde » ingevoegd;

2° de laatste zin van § 2, tweede lid, wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 76 van dezelfde wet worden na de woorden « Minister van Economische Zaken » de woorden « of zijn gemachtigde » ingevoegd.

Art. 54. In artikel 77 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, tweede lid, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° enkel te bemiddelen met het oog op het sluiten van een kredietovereenkomst bij een erkende kredietgever of met het oog op het uitvoeren van een kredietovereenkomst voor rekening van een persoon bedoeld in artikel 25; »;

2° in § 4, eerste lid, worden tussen de woorden « De Minister van Economische Zaken » en de woorden « beslist over » de woorden « of zijn gemachtigde » ingevoegd;

3° § 4, laatste lid, wordt opgeheven.

Art. 55. In artikel 78 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° de ondernemingen waarin het mandaat van gedelegeerde bestuurder of dagelijkse bestuurder of de leidinggevende functie, of de ondernemingen waarin de daadwerkelijke beslissingsbevoegdheid inzake kredietverrichtingen onderworpen aan deze wet bekleed wordt door een bij deze paragraaf bedoelde persoon. »;

2° § 2, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De erkenning of inschrijving kan geweigerd of ingetrokken worden voor :

1° de niet in eer herstelde personen die een gevangenisstraf van ten minste een maand, zelfs voorwaardelijk, hebben opgelopen wegens een inbreuk die strafbaar is gesteld door de bepalingen van deze wet of de volgende bepalingen :

a) titels V en IX van boek I van het Wetboek van Koophandel;

b) koninklijk besluit nr. 41 van 15 december 1934 tot bescherming van het gespaard vermogen door reglementering van de verkoop op afbetaling van premie-effecten;

c) koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen;

d) koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;

e) koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, (opgeheven en vervangen door de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet);

f) koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939 betreffende het leuren met roerende waarden en demarhage met roerende waarden en goederen of eetwaren;

g) koninklijk besluit nr. 72 van 30 november 1939 tot regeling van de beurzen voor de termijnhandel in goederen en waren, van het beroep van de makelaars en tussenpersonen die zich met deze termijnhandel inlaten en van het regime van de exceptie van spel;

h) wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

i) wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen;

j) wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, (opgeheven en vervangen door de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet);

k) wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;

l) koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen;

m) koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen;

n) wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, (opgeheven en vervangen door de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument);

o) wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen;

p) loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

q) loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

r) loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes, (abrogée et remplacée par la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics);

s) loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition;

t) loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;

u) loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur;

v) loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;

w) loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

x) loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux;

y) loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

z) loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics;

aa) loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances;

bb) loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire;

cc) loi du 8 août 1997 sur les faillites.

Sont seules prises en considération, les condamnations prononcées moins de dix années avant la demande d'agrément et moins de cinq années avant la demande d'inscription.

2° aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur-délégué ou d'administrateur assurant la gestion journalière ou de direction ou aux entreprises au sein desquelles un pouvoir effectif de décisions concernant des opérations de crédit soumises à la présente loi sont confiées à une personne visée au 1° du présent paragraphe;

3° aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur-délégué ou d'administrateur assurant la gestion journalière ou de direction ou aux entreprises au sein desquelles un pouvoir effectif de décisions concernant des opérations de crédit soumises à la présente loi sont confiées à une personne physique exerçant une fonction similaire dans une entreprise ayant fait l'objet d'une mesure de retrait ou de suspension de l'agrément ou de radiation ou de suspension de l'inscription, pendant la durée de cette mesure;

4° aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur-délégué ou d'administrateur assurant la gestion journalière ou de direction ou aux entreprises au sein desquelles un pouvoir effectif de décisions concernant des opérations de crédit soumises à la présente loi sont confiées à une personne physique ayant fait l'objet d'une mesure de retrait ou de suspension de l'agrément ou de radiation ou de suspension de l'inscription, pendant la durée de cette mesure;

5° aux personnes physiques exerçant les fonctions d'administrateur-délégué ou d'administrateur assurant la gestion journalière ou de direction ou aux personnes prenant effectivement des décisions concernant des opérations de crédit soumises à la présente loi dans une entreprise ayant fait l'objet d'une mesure de retrait ou de suspension de l'agrément ou de radiation ou de suspension de l'inscription, pendant la durée de cette mesure;

6° les personnes qui ont été condamnées par une juridiction étrangère pour des infractions similaires au 1°; l'article 2 de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 précité est applicable dans ces cas. »;

3° l'article est complété par un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

« § 3. Le Roi peut modifier les dispositions du présent article afin de les rendre conformes aux lois modifiant les textes y énumérés.

§ 4. Pour l'application du présent article, les personnes physiques ou morales qui détiennent dans le capital de l'entreprise une participation directe de 5 % au moins ou indirecte de 25 % au moins, conférant ou non le droit de vote, sont assimilées aux personnes qui y exercent la fonction d'administrateur, de gérant, de directeur, ou de fondé de pouvoir. »

Art. 56. L'article 79 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 79. — Toute modification des données à propos desquelles des renseignements doivent être fournis en vertu des articles 75, 75bis et 77 doit être portée immédiatement à la connaissance du Ministre des Affaires économiques ou de son délégué.

p) wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

q) wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen;

r) wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten, (opgeheven en vervangen door de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten);

s) wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen;

t) wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;

u) wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument;

v) wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst;

w) wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

x) wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld;

y) wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

z) wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten;

aa) wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringsbemiddeling en de distributie van de verzekeringen;

bb) wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord;

cc) faillissementswet van 8 augustus 1997.

Alleen de veroordelingen, uitgesproken minder dan tien jaar vóór de aanvraag tot erkenning en minder dan vijf jaar vóór de aanvraag tot inschrijving, worden in aanmerking genomen;

2° de ondernemingen waarin het mandaat van gedelegeerde of dagelijkse bestuurder of de leidinggevende functie, of de ondernemingen waarin de daadwerkelijke beslissingsbevoegdheid inzake kredietverrichtingen onderworpen aan deze wet bekleed wordt door een bij 1° van deze paragraaf bedoelde persoon;

3° de ondernemingen waarin het mandaat van gedelegeerde of dagelijkse bestuurder of de leidinggevende functie, of de ondernemingen waarin de daadwerkelijke beslissingsbevoegdheid inzake kredietverrichtingen onderworpen aan deze wet bekleed wordt door een natuurlijk persoon die een gelijkaardig ambt uitoefent in een onderneming die het voorwerp uitmaakt van een intrekking of opschorting van de erkenning of een doorhaling of opschorting van de inschrijving, voor de duur van deze maatregel;

4° de ondernemingen waarin het mandaat van gedelegeerde of dagelijkse bestuurder of de leidinggevende functie, of de ondernemingen waarin de daadwerkelijke beslissingsbevoegdheid inzake kredietverrichtingen onderworpen aan deze wet bekleed wordt door een natuurlijk persoon die het voorwerp uitmaakt van een intrekking of opschorting van de erkenning of een doorhaling of opschorting van de inschrijving, voor de duur van deze maatregel;

5° de natuurlijke personen die het mandaat van gedelegeerde of dagelijkse bestuurder of de leidinggevende functie, of de natuurlijke personen die de daadwerkelijke beslissingsbevoegdheid inzake kredietverrichtingen onderworpen aan deze wet bekleden in een onderneming die het voorwerp uitmaakt van een intrekking of opschorting van de erkenning of een doorhaling of opschorting van de inschrijving, voor de duur van deze maatregel;

6° de personen die werden veroordeeld door een buitenlandse rechtbank voor soortgelijke misdrijven als bedoeld in 1°; in deze gevallen is artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 van toepassing. »;

3° het artikel wordt aangevuld met een § 3 en een § 4, luidend als volgt :

« § 3. De Koning kan de bepalingen van dit artikel wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de wetten die de erin opgesomde teksten wijzigen.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel worden de natuurlijke of rechtspersonen die een al dan niet stemrechtverlenende rechtstreekse deelneming van ten minste 5 % of onrechtstreekse deelneming van ten minste 25 % bezitten in het kapitaal van de onderneming, gelijkgesteld met de personen die er het ambt van beheerder, zaakwaarnemer, directeur of gevolmachtigde bekleden. »

Art. 56. Artikel 79 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 79. — Elke wijziging van de gegevens waarvoor inlichtingen moeten worden verstrekt krachtens de artikelen 75, 75bis en 77 moet onmiddellijk ter kennis worden gebracht van de Minister van Economische Zaken of zijn gemachtigde.

L'agrément octroyé à un prêteur qui n'est pas soumis au contrôle de la Commission bancaire et financière et l'inscription ont une durée de validité de dix ans à compter de la date d'octroi, de prolongation ou de confirmation visée à l'article 111. Chaque personne agréée ou inscrite doit, à partir du sixième mois avant l'expiration de ce délai, demander la prolongation de l'inscription ou de l'agrément par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre des Affaires économiques ou à son délégué.

Le Ministre des Affaires économiques ou son délégué :

— envoie, trois mois avant l'expiration de l'inscription ou de l'agrément, un rappel à la personne intéressée à sa dernière adresse connue;

— procède d'office à leur radiation ou leur retrait, si aucune réponse n'est reçue dans le mois de l'expédition de la lettre de rappel;

— vérifie, après réception de la demande de prolongation, si les conditions d'inscription ou d'agrément sont encore remplies;

— prolonge l'inscription ou l'agrément ou procède d'office à leur radiation ou retrait. »

Art. 57. L'article 80 de la même loi est abrogé.

Art. 58. A l'article 85 de la même loi les mots « le consommateur dispose du choix entre l'annulation du contrat prononcée par le juge, et la réduction de ses obligations au prix » sont remplacés par les mots « le juge annule le contrat ou réduit les obligations du consommateur au maximum jusqu'au prix ».

Art. 59. A l'article 86 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « concernant la délivrance et les mentions de l'offre » sont remplacés par les mots « concernant les mentions du contrat de crédit ainsi que dans les articles 60*bis* et 60*ter* concernant le dépassement du montant du crédit »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« Le juge réduit les obligations de la caution et de la personne qui constitue une sûreté personnelle au maximum jusqu'au prix au comptant ou au montant emprunté, lorsque le prêteur ne respecte pas les dispositions contenues dans l'article 35. »;

3° l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

En cas de réduction des obligations du consommateur, de la caution ou de la personne qui constitue une sûreté personnelle, ceux-ci conservent le bénéfice de l'échelonnement. ».

Art. 60. L'article 87, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« 5° le prêteur n'a pas respecté ou a enfreint les dispositions visées à l'article 31. »

Art. 61. L'article 89 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89. Lorsque, malgré l'interdiction visée à l'article 16, le prêteur ou l'intermédiaire de crédit verse une somme ou effectue une livraison d'un bien ou d'un service, le consommateur n'est pas tenu de restituer la somme versée, de payer le service ou le bien livré ni de restituer ce dernier. ».

Art. 62. L'article 91 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. En cas de non respect des dispositions visées aux articles 27*bis*, § 4, 30, § 2, et 59, §§ 1^{er} et 2, le consommateur est relevé de plein droit des intérêts et frais se rapportant à la période sur laquelle porte l'infraction.

Si nonobstant, l'interdiction énoncée à l'article 31, § 3, le consommateur a procédé à la reconstitution du capital du crédit, il peut exiger le remboursement immédiat du capital reconstitué, y compris les intérêts acquis ou bien le remboursement du crédit, à concurrence du capital reconstitué, y compris les intérêts acquis. ».

Art. 63. A l'article 92 de la même loi, modifié par la loi du 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « 10, alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « aux articles » et les mots « 11 et 15, »;

De reconnaissance verléend aan een kredietgever die niet valt onder het toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de inschrijving hebben een geldigheidsduur van tien jaar, te rekenen vanaf de datum van verlening, verlenging of bevestiging bedoeld in artikel 111. Elke erkende of ingeschreven persoon moet, vanaf de zesde maand voor het verval van deze termijn de verlenging aanvragen van de inschrijving of erkenning bij een ter post aangetekende brief gericht aan de minister van Economische Zaken of zijn gemachtigde.

De minister van Economische Zaken of zijn gemachtigde :

— stuurt drie maanden voor het verval van de inschrijving of de erkenning een herinnering aan de betrokken persoon op zijn laatst gekende adres;

— gaat ambtshalve over tot hun doorhaling of hun intrekking indien geen antwoord is ontvangen binnen de maand vanaf de verzending van de herinneringsbrief;

— onderzoekt na ontvangst van de aanvraag tot verlenging of de voorwaarden tot inschrijving of erkenning nog vervuld zijn;

— verlengt de inschrijving of erkenning of gaat ambtshalve over tot de doorhaling of intrekking. »

Art. 57. Artikel 80 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 58. In artikel 85 van dezelfde wet worden de woorden « kan de consument kiezen tussen de nietigverklaring van de overeenkomst uitgesproken door de rechter, en de beperking van zijn verplichtingen » vervangen door de woorden « verklaart de rechter de overeenkomst nietig of vermindert de verplichtingen van de consument en dit hoogstens ».

Art. 59. In artikel 86 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « bepalingen over de afgifte en de meldingen van het aanbod » vervangen door de woorden « vermeldingen van de kredietovereenkomst evenals de bepalingen van artikel 60*bis* en 60*ter* betreffende de overschrijding van het kredietbedrag »;

2° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De rechter vermindert de verplichtingen van de borg en de steller van een persoonlijke zekerheid en dit hoogstens tot de prijs bij contante betaling of tot het ontleende bedrag, wanneer de kredietgever de in artikel 35 opgenomen bepalingen niet naleeft. »;

3° het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt vervangen door het volgende lid :

« In geval van vermindering van de verplichtingen van de consument, de borg of de steller van een persoonlijke zekerheid behouden deze het voordeel van de betaling in termijnen. ».

Art. 60. Artikel 87, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 5° de kredietgever de bepalingen bedoeld in artikel 31 niet heeft nageleefd of heeft miskend. ».

Art. 61. Artikel 89 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 89. Wanneer, ondanks het in artikel 16 bedoelde verbod, de kredietgever of de kredietbemiddelaar een bedrag stort of een levering van een goed of een dienst verricht, is de consument niet gehouden dat bedrag terug te betalen, de geleverde dienst of het geleverde goed te betalen noch dit laatste terug te zenden. ».

Art. 62. Artikel 91 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 91. In geval van niet naleving van de bepalingen bedoeld in de artikelen 27*bis*, § 4, 30, § 2, en 59, §§ 1 en 2, wordt de consument van rechtswege ontslagen van de interesten en de kosten voor de periode waarop de inbreuk betrekking heeft.

Indien de consument, in weerwil van het verbod van artikel 31, § 3, tot reconstitutie van het kapitaal van het krediet is overgegaan, kan hij de onmiddellijke terugbetaling van het gereconstitueerde kapitaal eisen, inclusief de verworven interesten, dan wel de terugbetaling van het krediet, tot beloop van het gereconstitueerde kapitaal inclusief de verworven interesten. ».

Art. 63. In artikel 92 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden tussen de woorden « de artikelen » en « 11 en 15 » de woorden « 10, eerste lid, » ingevoegd;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « 11 et 63, §§ 1^{er}, 2, 4 et 5 » sont remplacés par les mots « 10, alinéa 1^{er}, 11, 63, §§ 1^{er}, 2, 3, alinéa 2, 4 et 5, et 64, § 1^{er} ».

Art. 64. A l'article 94 de la même loi les mots « des alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « de l'alinéa 1^{er} ».

Art. 65. A l'article 97 de la même loi les mots « de l'offre de crédit ou » sont supprimés.

Art. 66. A l'article 98 de la même loi la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« La reprise du bien meuble corporel effectuée en infraction aux dispositions de l'article 33bis entraîne la résolution du contrat de crédit. ».

Art. 67. L'article 99 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 99. — Aucune commission n'est due lorsque le contrat de crédit est résolu ou résilié ou fait l'objet d'une déchéance du terme et que l'intermédiaire de crédit n'a pas respecté les dispositions de l'article 64. »

Art. 68. A l'article 100 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le consommateur peut introduire auprès du tribunal de première instance du lieu de son domicile, par voie de requête écrite contradictoire, toute demande portant sur une contestation relative au droit d'accès, de rectification ou de suppression des données à caractère personnel. »

Art. 69. A l'article 101 de la même loi, modifié par les lois du 11 février 1994, 11 décembre 1998 et 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les mots « 50 000 francs » sont remplacés par les mots « 100.000 euros »;

2° dans le § 1^{er}, 1°, b, les mots « ou à l'exécution » sont insérés entre les mots « à la conclusion » et les mots « d'un contrat de crédit »;

3° le § 1^{er}, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° celui qui utilise l'une des clauses abusives visées aux articles 28 à 32 ou qui enfreint l'article 33bis; »;

4° le § 1^{er}, 8°, est abrogé;

5° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 16° celui qui contrevient aux dispositions des articles 5, 6, 6bis, 40, 48, 55 ou 57;

17° celui qui contrevient aux dispositions des articles 7, 8 ou 9;

18° celui qui contrevient aux dispositions de l'article 63, § 3;

19° celui qui ne respecte pas l'obligation de remettre les documents visés aux articles 27bis, § 4 et 59, §§ 1^{er} et 2. »

Art. 70. L'article 106, § 3 de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque, six mois après l'expiration de la durée du retrait, le prêteur n'a pas obtenu un nouvel agrément, il ne peut plus octroyer de nouveaux prélèvements de crédit pour les contrats de crédit en cours à durée indéterminée. A l'expiration de ce délai de six mois, le prêteur doit en outre résilier ces contrats moyennant un préavis de six mois. »

Art. 71. L'article 108 de la même loi est abrogé.

Art. 72. A l'article 109 de la même loi les mots « des articles 5, 6, 7 à 9, 14, 29 à 31, 33, 40 à 42, 44, 48 à 50, 52, 55 à 58, 63 à 65, ainsi qu'aux dispositions prises en exécution des articles 43, § 1^{er}, deuxième alinéa, et 51, deuxième alinéa, » sont remplacés par les mots « des articles 5 à 9, 14, 29 à 31, 33, 33bis, 40, 41, 48, 49, 55 à 58, 63 à 65 ».

Art. 73. L'article 110 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 110. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter les dispositions de la présente loi aux obligations découlant pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux, dans la mesure où il s'agit de matière que la Constitution ne réserve pas au législateur.

§ 2. Les projets d'arrêtés royaux dont question au § 1^{er} sont soumis à l'avis de la Section de législation du Conseil d'Etat.

L'avis du Conseil d'Etat est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « 11 en 63, §§ 1, 2, 4 en 5 » vervangen door de woorden « 10, eerste lid, 11, 63, §§ 1, 2, 3, tweede lid, 4 en 5, en 64, § 1 ».

Art. 64. In artikel 94 van dezelfde wet worden de woorden « het eerste en het tweede lid » vervangen door de woorden « het eerste lid ».

Art. 65. In artikel 97 van dezelfde wet worden de woorden « het kredietaanbod of » geschrapt.

Art. 66. In artikel 98 van dezelfde wet wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« Indien het lichamelijk roerend goed in strijd met de bepalingen van artikel 33bis wordt teruggenomen, is de kredietovereenkomst ontbonden. ».

Art. 67. Artikel 99 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 99. — Geen enkele commissie is verschuldigd wanneer de kredietovereenkomst ontbonden of verbroken wordt of het voorwerp uitmaakt van een termijnverval en de kredietbemiddelaar de bepalingen van artikel 64 niet heeft nageleefd. »

Art. 68. In artikel 100 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De consument kan bij de rechtbank van eerste aanleg van zijn woonplaats bij verzoekschrift op tegenspraak elke vordering indienen die betrekking heeft op een betwisting over het recht van toegang tot, de verbetering van of de uitwissing van persoonsgegevens. ».

Art. 69. In artikel 101 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 11 februari 1994, 11 december 1998 en 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « 50 000 frank » vervangen door de woorden « 100.000 euro »;

2° in § 1, 1°, b, worden tussen de woorden « tot het sluiten » en de woorden « van een kredietovereenkomst » de woorden « of het uitvoeren » ingevoegd;

3° § 1, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° hij die gebruik maakt van een van de in de artikelen 28 tot 32 bedoelde onrechtmatige bedingen of een inbreuk maakt op artikel 33bis; »;

4° § 1, 8°, wordt opgeheven;

5° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 16° hij die de bepalingen van de artikelen 5, 6, 6bis, 40, 48, 55 of 57 overtreedt;

17° hij die de bepalingen van de artikelen 7, 8 of 9 overtreedt;

18° hij die de bepalingen van artikel 63, § 3, overtreedt;

19° hij die de verplichting tot het ter beschikking stellen van de documenten, bedoeld bij de artikelen 27bis, § 4, en 59, §§ 1 en 2, niet naleeft. ».

Art. 70. Artikel 106, § 3, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de kredietgever zes maanden na het verstrijken van de duur van de intrekking geen nieuwe erkenning heeft ontvangen, mag hij voor de lopende kredietovereenkomsten van onbepaalde duur, geen nieuwe kredietopnemingen meer toestaan. Bij het verstrijken van deze termijn van zes maanden moet hij bovendien deze overeenkomsten verbreken met een opzeggingstermijn van zes maanden. »

Art. 71. Artikel 108 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 72. In artikel 109 van dezelfde wet worden de woorden « van de artikelen 5, 6, 7 tot 9, 14, 29 tot 31, 33, 40 tot 42, 44, 48 tot 50, 52, 55 tot 58, 63 tot 65, evenals van de bepalingen genomen ter uitvoering van de artikelen 43, § 1, tweede lid, en 51, tweede lid, » vervangen door de woorden « van de artikelen 5 tot 9, 14, 29 tot 31, 33, 33bis, 40, 41, 48, 49, 55 tot 58, 63 tot 65 ».

Art. 73. Artikel 110 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 110. § 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de ministerraad, de bepalingen van deze wet aanpassen aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale akkoorden of verdragen voorzover het gaat om aangelegenheden die niet krachtens de Grondwet aan de wetgever zijn voorbehouden.

§ 2. De ontwerpen van koninklijke besluiten waarvan sprake in § 1 worden aan de afdeling wetgeving van de Raad van State ter advies voorgelegd.

Het advies van de Raad van State wordt samen met het verslag aan de Koning en het betrokken koninklijk besluit openbaar gemaakt.

§ 3. Les arrêtés royaux pris en exécution du § 1^{er} cessent de produire leurs effets lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans l'année qui suit leur publication au *Moniteur belge*. »

Art. 74. A l'article 115, alinéa 1^{er}, de la même loi les nombres « 43, 51 » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Diverses dispositions modificatives*

Art. 75. A l'article 1418, 2, e, du Code civil, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots « acheter ou emprunter à tempérament, contracter un prêt personnel à tempérament, » sont remplacés par les mots « conclure un contrat de crédit, visé par la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation ».

Art. 76. L'article 574, 8°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 12 juin 1991, est abrogé.

Art. 77. Dans l'article 591, 21°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 12 juin 1991, les mots « ainsi que des demandes d'octroi de facilités de paiement et des contestations en matière de cautionnement de contrats de crédit » sont insérés entre les mots « en matière de contrats de crédit » et les mots « tels qu'ils sont régis ».

Art. 78. L'article 628, 8°, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 12 juin 1991, est complété par les mots suivants :

« y compris les demandes d'octroi de facilités de paiement et les demandes relatives au cautionnement de contrats de crédit. »

Art. 79. A l'article 1337ter du Code judiciaire, inséré par la loi du 12 juin 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le liminaire du § 1^{er} est remplacé par les mots :

« La requête mentionne : »;

2° Le § 2 est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Une copie du contrat de crédit est jointe à la requête. ».

Art. 80. L'article 1337quater du Code judiciaire, inséré par la loi du 12 juin 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1337quater. — Si les mentions et les annexes visées à l'article 1337ter sont incomplètes, le juge invite, dans les huit jours, le requérant à compléter sa requête ».

Art. 81. L'article 1337octies du Code judiciaire, inséré par la loi du 12 juin 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1337octies. — Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant appel et sans caution.

Le greffier envoie à la Banque Nationale de Belgique une copie certifiée conforme de tout jugement par lequel les facilités de paiement ont été accordées ou refusées. »

Art. 82. L'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété par un point 47°, libellé comme suit :

« 47° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'octroi de facilités de paiement en matière de crédit à la consommation établis conformément aux articles 1337bis à 1337octies inclus du Code judiciaire. ».

Art. 83. A l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire le mot « exclusivement » est remplacé par le mot « principalement ».

Art. 84. Dans l'article 8 de la loi du 7 janvier 2001 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans ces cas, le taux d'intérêt de retard convenu peut être modifié dans les limites fixées par l'article 4. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 85. La présente loi s'applique aux contrats de crédit en cours, à l'exception des dispositions des articles 2, 1° et 2°, 4, 2°, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 23, 30, 2°, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 47, 48, 63, 64, 65, 67, 69, 5°, 83.

Toutefois, pour les contrats de crédit en cours, le tableau d'amortissement, visé à l'article 12, 6° de la présente loi, doit être remis gratuitement et sans délai au consommateur lorsque les conditions suivantes se réalisent :

— soit la résolution du contrat de crédit ou la déchéance du terme;

— soit un simple retard de paiement.

§ 3. De met toepassing van § 1 genomen koninklijke besluiten houden op uitwerking te hebben indien zij niet bij wet bevestigd zijn binnen het jaar na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. »

Art. 74. In artikel 115, eerste lid, van dezelfde wet worden de getallen « 43, 51 » geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Diverse wijzigingsbepalingen*

Art. 75. In artikel 1418, 2, e, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 worden de woorden « te kopen of te lenen op afbetaling, een persoonlijke lening aan te gaan, » vervangen door de woorden « een kredietovereenkomst, bedoeld door de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet te sluiten ».

Art. 76. Artikel 574, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 12 juni 1991, wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 591, 21°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 12 juni 1991, worden tussen de woorden « inzake kredietovereenkomsten » en de woorden « zoals geregeld » de woorden « evenals de verzoeken tot het toestaan van betalingsfaciliteiten en de betwistingen inzake borgtocht bij kredietovereenkomsten » ingevoegd.

Art. 78. Artikel 628, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juni 1991 wordt aangevuld met de volgende zinsnede :

« met inbegrip van de verzoeken tot het toestaan van betalingsfaciliteiten en de verzoeken inzake borgtocht bij kredietovereenkomsten. »

Art. 79. In artikel 1337ter van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij wet van 12 juni 1991, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° De aanhef van § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« Het verzoekschrift vermeldt : »;

2° § 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Bij het verzoekschrift wordt een afschrift van de kredietovereenkomst gevoegd. ».

Art. 80. Artikel 1337quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij wet van 12 juni 1991, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 1337quater. — Als de vermeldingen en bijlagen bedoeld in artikel 1337ter onvolledig zijn, vraagt de rechter binnen acht dagen aan de verzoeker om zijn verzoekschrift aan te vullen. ».

Art. 81. Artikel 1337octies van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij wet van 12 juni 1991, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 1337octies. — Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande hoger beroep en zonder borgstelling.

De griffier zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van ieder vonnis waarbij betalingsfaciliteiten werden toegestaan of geweigerd aan de Nationale Bank van België. »

Art. 82. Artikel 162 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld met een 47°, luidend als volgt :

« 47° de akten, de vonnissen en arresten, betreffende het toestaan van betalingsfaciliteiten inzake consumentenkrediet, ingesteld overeenkomstig de artikelen 1337bis tot en met 1337octies van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Art. 83. In artikel 1 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wordt het woord « uitsluitend » vervangen door het woord « hoofdzakelijk ».

Art. 84. In artikel 8 van de wet van 7 januari 2001 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« In deze gevallen kan de overeengekomen nalatigheidsinterestvoet worden gewijzigd binnen de grenzen bepaald door artikel 4. ».

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 85. Deze wet is van toepassing op de lopende kredietovereenkomsten, behalve de bepalingen van de artikelen 2, 1° en 2°, 4, 2°, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 23, 30, 2°, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 47, 48, 63, 64, 65, 67, 69, 5°, 83.

Niettemin moet voor de lopende kredietovereenkomsten het aflossingsplan, bedoeld in artikel 12, 6° van deze wet, gratis en onverwijld aan de consument worden overhandigd wanneer zich de volgende omstandigheden voordoen :

— hetzij de ontbinding van de kredietovereenkomst of het verval van de termijnbepaling;

— hetzij een eenvoudige betalingsachterstand.

Au plus tard trois ans après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, les parties sont tenues d'adapter, à la présente loi et à la loi du 7 janvier 2001 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, les contrats de crédit en cours à durée indéterminée.

Avant l'expiration de ce délai, le consommateur et le cas échéant, la caution, doivent être informés des modifications du contrat qui résultent de la présente loi et de la loi du 7 janvier 2001 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation. La preuve de cette information incombe au prêteur. Toutefois, lorsque les adaptations ont également pour effet de modifier les obligations contractuelles du consommateur, cette information doit se faire sous la forme d'un avenant au contrat de crédit. Cet avenant est réputé accepté par le consommateur à l'issue d'un délai d'un mois à dater de son envoi.

Les infractions aux dispositions des alinéas 2 et 3 du présent article sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément aux dispositions des articles 75bis, § 3, 81 à 84, 106 et 109 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 86. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception des dispositions des articles 1^{er}, 2, 6^o bis, 4, 11, 12, 1^o à 4^o, 6^o et 10^o, 13, 14, 15, 16, 18, 23, 25, 33, 1^o, 35, 41, 1^o, 42, 2^o et 4^o, 48, 49, 64, 65, 67, 69, 1^o et 2^o, 73, 75 et 84, qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue de Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné, à Bruxelles, le 24 mars 2003.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

- (1) Documents de la Chambre des représentants :
50-1730-2001/2002 :
— N° 1 : Projet de loi.
— N°s 2-3 : Amendements.
50-1730-2002/2003 :
— N°s 4-5 : Amendements.
— N° 6 : Rapport.
— N° 7 : Texte adopté par la commission.
— N° 8 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 5 décembre 2002.

Documents du Sénat :

- 2-1378-2002/2003 :
— N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
— N° 2 : Rapport.
— N° 3 : Décision de ne pas amender.
Annales du Sénat : 6 février 2003.

Ten laatste binnen drie jaar na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, dienen de partijen de lopende kredietovereenkomsten van onbepaalde duur aan te passen aan deze wet en aan de wet van 7 januari 2001 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Voor het verstrijken van deze termijn moeten de consument en, in voorkomend geval, de borg op de hoogte worden gebracht van de wijzigingen die voortvloeien uit deze wet en de wet van 7 januari 2001 tot wijziging van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Het bewijs van deze informatie komt de kredietgever toe. Wanneer evenwel de aanpassingen eveneens tot gevolg hebben dat de contractuele verplichtingen van de consument ook worden gewijzigd, moet deze informatie gebeuren in de vorm van een aanhangsel bij de kredietovereenkomst. Dit aanhangsel wordt geacht door de consument te zijn aanvaard na verloop van een periode van één maand vanaf de toezending ervan.

De inbreuken op de bepalingen van het tweede en derde lid van dit artikel worden opgespoord, vastgesteld en gesanctionneerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 75bis, § 3, 81 tot 84, 106 en 109 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 86. De bepalingen van deze wet treden in werking op 1 januari 2004, behalve de bepalingen van artikelen 1, 2, 6^o bis, 4, 11, 12, 1^o tot 4^o, 6^o en 10^o, 13, 14, 15, 16, 18, 23, 25, 33, 1^o, 35, 41, 1^o, 42, 2^o en 4^o, 48, 49, 64, 65, 67, 69, 1^o en 2^o, 73, 75 en 84, die in werking treden op 1 juni 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 maart 2003.

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie ,
M. VERWILGHEN

—
Nota

- (1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
50-1730-2001/2002 :
— Nr. 1 : Wetsontwerp.
— Nrs. 2-3 : Amendementen.
50-1730-2002/2003 :
— Nrs. 4-5 : Amendementen.
— Nr. 6 : Verslag.
— Nr. 7 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 8: Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 5 december 2003.

Stukken van de Senaat :

- 2-1378-2002/2003 :
— Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat :
— Nr. 2 : Verslag.
— Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.
Handelingen van de Senaat : 6 februari 2003.